

CONSEIL COMMUNAL DU 25 AVRIL 2013

GEMEENTERAAD VAN 25 APRIL 2013

REGISTRE - REGISTER

Présents	Didier Gosuin, <i>Bourgmestre/Burgemeester</i> ;
Aanwezig	Alain Lefebvre, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Valérie Cops, Pascale Despineto, Dirk Hoornaert, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Jean-Claude Vitoux, <i>Président/Voorzitter</i> ; Bernard Noel, Isabelle Désir, Michel Wauters, Jacqueline Fravezzi, Vincent Molenberg, Véronique Artus, Marie-Pierre Bauwens, Eloïse Defosset, Elise Willame, Muriel Koch, Christophe Magdalijs, Nathalie Masset, Suzanne Coopmans, Marc Vandame, Didier Molders, Suat Kuraoglu, Christian Grétry, Annick Sommer, Frédéric Lambin, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Etienne Schoonbroodt, <i>Secrétaire communal/Gemeentesecretaris</i> .
Excusés	Bruno Collard, <i>Échevin(e)/Schepen</i> ;
Verontschuldigd	Véronique Jamouille, Florence Couldrey, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> .

LA SEANCE PUBLIQUE EST OUVERTE A 20:00
DE OPENBARE ZITTING WORDT GEOPEND OM 20:00

#002/25.04.2013/A/0001# **Secrétariat - Secretariaat**

Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 28.03.2013 - Approbation

Le procès-verbal de cette séance est approuvé par 21 voix pour (Didier Gosuin, Alain Lefebvre, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Valérie Cops, Pascale Despineto, Dirk Hoornaert, Jean-Claude Vitoux, Isabelle Désir, Jacqueline Fravezzi, Véronique Artus, Eloïse Defosset, Christophe Magdalijs, Suzanne Coopmans, Nathalie Masset, Marc Vandame, Didier Molders, Suat Kuraoglu, Annick Sommer, Fred Lambin), 4 voix contre (Christian Grétry, Elise Willame, Vincent Molenberg, Marie-Pierre Bauwens), 2 abstentions (Muriel Koch, Michel Wauters).

Le cdH+ s'abstient sur le vote du PV de la réunion du Conseil communal du 28 mars 2013 car il n'a pas été effectué en conformité avec l'article 49 du Règlement d'ordre intérieur qui précise que « Le procès-verbal des réunions du conseil communal reprend, dans l'ordre chronologique, tous les objets mis en discussion ainsi que la suite réservée à tous les points pour lesquels le conseil n'a pas pris de décision. De même, il reproduit clairement toutes les décisions. »
En ce qui concerne le point relatif à la motion déposée par le cdH+ relative à la

création d'un Conseil communal des enfants, ni la chronologie ni la clarté demandées par le règlement d'ordre intérieur n'ont été respectées, rendant par ce fait extrêmement difficile la compréhension du déroulement des débats et du délibéré par une personne qui n'aurait pas assisté à la séance du Conseil communal.

Il eut été conforme à l'article 49 de présenter d'abord la motion telle que présentée par le cdH+, de relater ensuite quelques éléments de la discussion en séance, de faire apparaître enfin l'amendement modifiant intégralement la motion initiale et la suite qui y était réservée.

Il est ainsi dommage que n'ait pu apparaître clairement que Didier Gosuin, Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Valérie Cops, Pascale Despineto, Dirk Hoornaert, Bernard Noel, Isabelle Désir, Suzanne Coopmans, Jean-Claude Vitoux, Véronique Artus, Jacqueline Fravezzi, Eloïse Defosset, Nathalie Masset, Christophe Magdalijns, Suat Kuraoglu, Marc Vandame, Didier Molders, Annick Sommer et Frédéric Lambin se sont de facto opposés à la création d'un conseil des enfants à Auderghem.

Nous espérons que l'article 49 du Règlement d'ordre intérieur sera respecté à l'avenir.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 21 votes positifs, 4 votes négatifs, 2 abstentions.

Proces-verbaal van de Gemeenteraadszitting van 28.03.2013 - Goedkeuring

Het proces-verbaal van deze zitting wordt goedgekeurd met 21 stemmen voor (Didier Gosuin, Alain Lefebvre, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Valérie Cops, Pascale Despineto, Dirk Hoornaert, Jean-Claude Vitoux, Isabelle Désir, Jacqueline Fravezzi, Véronique Artus, Eloïse Defosset, Christophe Magdalijns, Suzanne Coopmans, Nathalie Masset, Marc Vandame, Didier Molders, Suat Kuraoglu, Annick Sommer, Fred Lambin), 4 stemmen tegen (Christian Grétry, Elise Willame, Vincent Molenberg, Marie-Pierre Bauwens), 2 onthoudingen (Muriel Koch, Michel Wauters)..

Le cdH+ s'abstient sur le vote du PV de la réunion du Conseil communal du 28 mars 2013 car il n'a pas été effectué en conformité avec l'article 49 du Règlement d'ordre intérieur qui précise que « Le procès-verbal des réunions du conseil communal reprend, dans l'ordre chronologique, tous les objets mis en discussion ainsi que la suite réservée à tous les points pour lesquels le conseil n'a pas pris de décision. De même, il reproduit clairement toutes les décisions. » En ce qui concerne le point relatif à la motion déposée par le cdH+ relative à la

création d'un Conseil communal des enfants, ni la chronologie ni la clarté demandées par le règlement d'ordre intérieur n'ont été respectées, rendant par ce fait extrêmement difficile la compréhension du déroulement des débats et du délibéré par une personne qui n'aurait pas assisté à la séance du Conseil communal.

Il eut été conforme à l'article 49 de présenter d'abord la motion telle que présentée par le cdH+, de relater ensuite quelques éléments de la discussion en séance, de faire apparaître enfin l'amendement modifiant intégralement la motion initiale et la suite qui y était réservée.

Il est ainsi dommage que n'ait pu apparaître clairement que Didier Gosuin, Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Valérie Cops, Pascale Despineto, Dirk Hoornaert, Bernard Noel, Isabelle Désir, Suzanne Coopmans, Jean-Claude Vitoux, Véronique Artus, Jacqueline Fravezzi, Eloïse Defosset, Nathalie Masset, Christophe Magdalijs, Suat Kuraoglu, Marc Vandame, Didier Molders, Annick Sommer et Frédéric Lambin se sont de facto opposés à la création d'un conseil des enfants à Auderghem.

Nous espérons que l'article 49 du Règlement d'ordre intérieur sera respecté à l'avenir.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

27 stemmers : 21 positieve stemmen, 4 negatieve stemmen, 2 onthoudingen.

Bernard Noel entre en séance / treedt in zitting

#002/25.04.2013/A/0002# **Secrétariat - Secretariaat**

Communications : Liste des marchés par procédure négociée sans publicité.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions ;

Vu l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi communale qui prévoit que le Collège échevinal est habilité à choisir le mode de passation, fixer les conditions

et approuver la dépense à condition de faire connaître la décision au Conseil communal ;

Considérant la passation des marchés suivants par le Collège :

Collège	Service	Objet	Montant	Article	CSC
19/03/2013	Espace Public	Réparation d'une fuite dans la tuyauterie du chauffage de la ludothèque	1770,53 €	100/724.60	-
19/03/2013	Espace Public	Rénovation de la peinture des châssis de l'Académie Communale	30000 €	734/724.60	09/2013
19/03/2013	Espace Public	Pose de nouvelles tentures à l'Académie de Musique et au cs du Blankedelle	6000 €	734/724.60 et 722/724.60	-
19/03/2013	Espace Public	Placement de moustiquaire à la crèches des Chatons	3000 €	844/724.60	-
19/03/2013	Espace Public	Remplacement des portes extérieures au cs du Souverain	20000 €	722/724.60	05/2013
19/03/2013	Enseignement	Centre scolaire du Pré des Agneaux - achat de matériel sportif.	1750 €	722/744.51	-
19/03/2013	Informatique	Achat de 4 portables, système NAS, 2 tablettes	5135,57 €	120/742.53	-
26/03/2013	Espace Public	Réparation de	2790,80	722/724.60	

		la vidéophonie de la crèche des Chatons	€		
26/03/2013	Espace Public	Rénovation des faux- plafonds des couloirs du cs des Marronniers	50000 €	722/724.60	11/2013
26/03/2013	Espace Public	Actualisation de 2 audits énergétiques - Centre Scolaire du Souverain	8080 €	100/724.60-	
26/03/2013	Ressources Humaines	GRH: marché public de fourniture et de mise en route d'un logiciel « ressources humaines » fiable, pratique et facilement utilisable de gestion des temps de travail et d'absences, de gestion des plannings des membres du personnel	26600 €	100/744.51	GRH/SVL/2013- 1

PREND ACTE :

- de la passation des marchés par procédure négociée sans publicité susmentionnés ;
- des décisions du Collège échevinal s'y rapportant.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives, ainsi qu'à l'attention du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux, sous forme de bref

exposé.

Le Conseil est informé.

Mededelingen : Lijst van opdrachten via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking.

DE RAAD,

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten en meer bepaald artikel 17 ;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken, in het bijzonder artikel 122 ;

Gezien het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessie ;

Gezien artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet voorziet dat het Schepencollege de bevoegdheid heeft om de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten worden gegund, voorwaarden vast te stellen en de uitgave goed te keuren, mits de beslissing ter kennis te brengen van de Gemeenteraad;

Gezien de volgende opdrachten gegund werden door het Schepencollege:

College	Dienst	Voorwerp	Bedrag	Begrot. Art.	BL
19/03/2013	Publieke Ruimte	Herstelling van een lek in de verwarmingsbuis van de Ludotheek	1770,53 €	100/724.60	-
19/03/2013	Publieke Ruimte	Vernieuwing van de beschildering van het raamwerk van de vensters van de Muziekacademie	30000 €	734/724.60	09/2013
19/03/2013	Publieke Ruimte	Plaatsen van nieuwe overgordijn voor de Muziekacademie en voor de sc	6000 €	734/724.60 et 722/724.60	-

		Blankedelle			
19/03/2013	Publieke Ruimte	Plaatsing van een muggengordijn voor de kinderkribbe "les Chatons"	3000 €	844/724.60-	
19/03/2013	Publieke Ruimte	Vervanging van de buitendeuren van de cs du Souverain	20000 €	722/724.60	05/2013
19/03/2013	Onderwijs	Gemeente schoolcentrum "Pre des Agneaux - aankoop van sportmateriaal.	1750 €	722/744.51-	
19/03/2013	Informatica	Aankoop van 4 laptops, NAS systeem, 2 tablets	5135,57 €	120/742.53-	
26/03/2013	Publieke Ruimte	Herstelling van een videfoon van de kinderkribbe "les Chatons"	2790,80 €	722/724.60	
26/03/2013	Publieke Ruimte	Renovatiewerken van het verlaagd plafond in de gangen van het schoolcentrum "Les Marronniers"	50000 €	722/724.60	11/2013
26/03/2013	Publieke Ruimte	Actualisatie van 2 energiestudies-Schoolcentrum "Souverain"	8080 €	100/724.60-	
26/03/2013	Human Resources	GRH: marché public de fourniture et de mise en route d'un logiciel « ressources humaines » fiable, pratique et facilement utilisable de gestion des temps de travail et	26600 €	100/744.51	GRH/SVL/2013-1

		d'absences, de gestion des plannings des membres du personnel			
--	--	---	--	--	--

NEEM AKTE:

- van de gunning van bovenvermelde opdrachten via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking en op aangenomen factuur;
- van de beslissingen van het Schepencollege hier omtrent;

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken, alsook ter attentie van de Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

De Raad wordt geïnformeerd.

#002/25.04.2013/A/0003# **Secrétariat - Secretariaat**

Conseil Communal - Règlement d'ordre intérieur - Modifications

LE CONSEIL,

Revu sa délibération du 13 décembre 2012, références

#002/13.12.2012/A/0006#, portant : Secrétariat – Conseil communal –

Règlement d'ordre intérieur – Modification, approuvée suivant lettre du 31 janvier 2013, références 002-2012/13067-fb de Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux ;

Vu les articles 86, 87ter et 96 de la nouvelle loi communale ;

Vu les modifications proposées par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

de modifier comme suit les articles 5, 16, 38, 41bis et 53§3 du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal :

Article 5 (Ancien)

Sans préjudice des articles 6 et 7 et du règlement du 24 mai 2007 sur l'interpellation des habitants à l'attention du collège des bourgmestre et échevins, la compétence de **décider** de l'ordre du jour des réunions du conseil communal appartient au Président du Conseil communal.

Article 5 (Nouveau)

Sans préjudice des articles 6 et 7 et du règlement du 24 mai 2007 sur l'interpellation des habitants à l'attention du collège des bourgmestre et échevins, la compétence de **dresser** l'ordre du jour des réunions du conseil

communal appartient au Président du Conseil communal.

Article 16 (Ancien)

Au plus tard sept jours francs avant la réunion au cours de laquelle le conseil communal est appelé à délibérer du budget, d'une modification budgétaire ou des comptes, le collège des bourgmestre et échevins remet à chaque membre du conseil communal un exemplaire du projet de budget, du projet de modification budgétaire ou des comptes.

Par "sept jours francs", il y a lieu d'entendre sept jours de vingt-quatre heures, cela signifiant que le jour de la réception du projet de budget, du projet de modification budgétaire ou des comptes par les membres du conseil communal et celui de sa réunion ne sont pas compris dans le délai.

Le projet est communiqué tel qu'il sera soumis aux délibérations du conseil communal, dans la forme prescrite et accompagné des annexes requises pour son arrêt définitif, à l'exception, pour ce qui concerne les comptes, des pièces justificatives. Le projet de budget et les comptes sont accompagnés d'un rapport.

Le rapport comporte une synthèse du projet de budget ou des comptes. En outre, le rapport qui a trait au budget définit la politique générale et financière de la commune ainsi que tous les éléments utiles d'information, et celui qui a trait aux comptes synthétise la gestion des finances communales durant l'exercice auquel ces comptes se rapportent.

Avant que le conseil communal délibère, le collège des bourgmestre et échevins commente le contenu du rapport.

Article 16 (Nouveau)

Au plus tard sept jours francs avant la réunion au cours de laquelle le conseil communal est appelé à délibérer du budget, d'une modification budgétaire ou des comptes, le collège des bourgmestre et échevins remet à chaque membre du conseil communal un exemplaire du projet de budget, du projet de modification budgétaire ou des comptes. **Le conseiller communal fait savoir au secrétaire s'il souhaite recevoir ledit exemplaire sur papier, sur support électronique ou sous les deux formes.**

Par "sept jours francs", il y a lieu d'entendre sept jours de vingt-quatre heures, cela signifiant que le jour de la réception du projet de budget, du projet de modification budgétaire ou des comptes par les membres du conseil communal et celui de sa réunion ne sont pas compris dans le délai.

Le projet est communiqué tel qu'il sera soumis aux délibérations du conseil communal, dans la forme prescrite et accompagné des annexes requises pour son arrêt définitif, à l'exception, pour ce qui concerne les comptes, des pièces justificatives. Le projet de budget et les comptes sont accompagnés d'un rapport.

Le rapport comporte une synthèse du projet de budget ou des comptes. En outre, le rapport qui a trait au budget définit la politique générale et financière de la commune ainsi que tous les éléments utiles d'information, et celui qui a trait aux comptes synthétise la gestion des finances communales durant l'exercice auquel ces comptes se rapportent.

Avant que le conseil communal délibère, le collège des bourgmestre et échevins commente le contenu du rapport.

Article 38 (Ancien)

Les résolutions sont prises à la majorité absolue des suffrages; en cas de partage, la proposition est rejetée.

Par "la majorité absolue des suffrages", il y a lieu d'entendre :

- la moitié plus un demi du nombre des votes, si ce nombre est impair;
- la moitié plus un du nombre des votes, si ce nombre est pair.

Pour la détermination du nombre des votes, n'interviennent pas :

- les abstentions,
- et, en cas de scrutin secret, les bulletins de vote nuls.

En cas de scrutin secret, un bulletin de vote est nul, lorsqu'il comporte une indication permettant d'identifier le membre du conseil communal qui l'a déposé.

La présidente du CPAS ne vote pas.

Article 38 (Nouveau)

Les résolutions sont prises à la majorité absolue des suffrages; en cas de partage, la proposition est rejetée.

Par "la majorité absolue des suffrages", il y a lieu d'entendre :

- la moitié plus un demi du nombre des votes, si ce nombre est impair;
- la moitié plus un du nombre des votes, si ce nombre est pair.

Pour la détermination du nombre des votes, n'interviennent pas :

- les abstentions,
- et, en cas de scrutin secret, les bulletins de vote nuls.

En cas de scrutin secret, un bulletin de vote est nul, lorsqu'il comporte une indication permettant d'identifier le membre du conseil communal qui l'a déposé.

Article 41bis (Nouveau)

Au cas où le président du conseil de l'action sociale n'est pas membre du

conseil communal, il y siège avec voix consultative.

Article 53 (Ancien)

§3 Les candidatures des conseillers communaux proposés par un groupe politique pour être membres d'une commission sont signées par la majorité des conseillers communaux de ce groupe.

Pour chaque candidature, la commission où il souhaite siéger est indiquée. Chaque candidature de membre de commission est accompagnée de la proposition d'un suppléant.

Les candidatures sont déposées entre les mains du président du conseil communal ou du secrétaire communal au plus tard deux jours avant la date de la réunion du **conseil commission** où la nomination des membres des commissions est mise à l'ordre du jour.

Article 53 (Nouveau)

§3 Les candidatures des conseillers communaux proposés par un groupe politique pour être membres d'une commission sont signées par la majorité des conseillers communaux de ce groupe.

Pour chaque candidature, la commission où il souhaite siéger est indiquée. Chaque candidature de membre de commission est accompagnée de la proposition d'un suppléant.

Les candidatures sont déposées entre les mains du président du conseil communal ou du secrétaire communal au plus tard deux jours avant la date de la réunion du **conseil communal** où la nomination des membres des commissions est mise à l'ordre du jour.

La présente délibération sera envoyée en double exemplaire à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-capitale, en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Gemeenteraad - Huishoudelijk reglement - wijzigingen

DE RAAD,

Herzien zijn beraadslaging van 13 december 2012, referten

#002/13.12.2012/A/0006#, houdende : Secretariaat – Gemeenteraad –

Huishoudelijk reglement – Wijziging, goedgekeurd door de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest volgens schrijven van 31 januari 2013,

referten 002-2012/13067-fb;

Gezien de artikels 86, 87ter en 96 van de nieuwe gemeentewet ;

Gezien de wijzigingen voorgesteld door het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLIST :

de artikels 5,16,38, 41bis en 53§3 van het huishoudelijk reglement van de Gemeenteraad als volgt te wijzigen :

Artikel 5 (Oud)

Onverminderd de toepassing van de artikels 6 en 7 en van het reglement van 24 mei 2007 betreffende de interpellatie van de bewoners ter attentie van het college van Burgemeester en schepenen, behoort de bevoegdheid om te beslissen over de dagorde van de vergaderingen van de gemeenteraad aan de Voorzitter van de Gemeenteraad.

Artikel 5 (Nieuwe)

Onverminderd de toepassing van de artikels 6 en 7 en van het reglement van 24 mei 2007 betreffende de interpellatie van de bewoners ter attentie van het college van Burgemeester en schepenen, behoort de bevoegdheid om op te stellen over de dagorde van de vergaderingen van de gemeenteraad aan de Voorzitter van de Gemeenteraad.

Artikel 16 (Oud)

Ten laatste zeven vrije dagen voor de vergadering waarop de gemeenteraad geroepen is te beraadslagen over de begroting, een begrotingswijziging of van de rekeningen, overhandigt het College van burgemeester en schepenen aan elk lid van de gemeenteraad een exemplaar van het begrotingsvoorstel, het voorstel van begrotingswijziging of van de rekeningen.

Bij "zeven vrije dagen", moet men begrijpen zeven dagen van vierentwintig uren, ermee rekening houdend dat de dag van ontvangst van het begrotingsontwerp, het ontwerp van begrotingswijziging of van de rekeningen door de gemeenteraadsleden en deze van de vergadering niet begrepen zijn binnen deze termijn.

Het ontwerp wordt overgemaakt zoals het zal onderworpen worden aan de beraadslagingen van de gemeenteraad, in de voorgeschreven vorm en vergezeld van de bijlagen die vereist zijn voor zijn definitieve vaststelling, met uitzondering, wat betreft de rekeningen, van de bewijsstukken. Het ontwerp van begroting en de rekeningen zijn vergezeld van een verslag.

Het verslag bevat een synthese van het ontwerp van begroting of van de rekeningen. Bovendien geeft het verslag dat betrekking heeft op de definitieve begroting, het algemeen en financieel beleid van de gemeente aan alsook alle nuttige informatiegegevens, en geeft het verslag dat betrekking heeft op de rekeningen een overzicht van het beheer van de gemeentefinanciën gedurende

het dienstjaar waarop die rekeningen betrekking hebben.

Voordat de gemeenteraad beraadslaagt voorzien het College van burgemeester en schepenen de inhoud van het verslag van commentaar.

Artikel 16 (Nieuwe)

Ten laatste zeven vrije dagen voor de vergadering waarop de gemeenteraad geroepen is te beraadslagen over de begroting, een begrotingswijziging of van de rekeningen, overhandigt het College van burgemeester en schepenen aan elk lid van de gemeenteraad een exemplaar van het begrotingsvoorstel, het voorstel van begrotingswijziging of van de rekeningen. **Het gemeenteraadslid brengt de gemeentesecretaris op de hoogte of hij dit exemplaar schriftelijk dan wel per elektronische drager wenst te ontvangen of in beide vormen.**

Bij "zeven vrije dagen", moet men begrijpen zeven dagen van vierentwintig uren, ermee rekening houdend dat de dag van ontvangst van het begrotingsontwerp, het ontwerp van begrotingswijziging of van de rekeningen door de gemeenteraadsleden en deze van de vergadering niet begrepen zijn binnen deze termijn.

Het ontwerp wordt overgemaakt zoals het zal onderworpen worden aan de beraadslagingen van de gemeenteraad, in de voorgeschreven vorm en vergezeld van de bijlagen die vereist zijn voor zijn definitieve vaststelling, met uitzondering, wat betreft de rekeningen, van de bewijsstukken. Het ontwerp van begroting en de rekeningen zijn vergezeld van een verslag.

Het verslag bevat een synthese van het ontwerp van begroting of van de rekeningen. Bovendien geeft het verslag dat betrekking heeft op de definitieve begroting, het algemeen en financieel beleid van de gemeente aan alsook alle nuttige informatiegegevens, en geeft het verslag dat betrekking heeft op de rekeningen een overzicht van het beheer van de gemeentefinanciën gedurende het dienstjaar waarop die rekeningen betrekking hebben.

Voordat de gemeenteraad beraadslaagt voorzien het College van burgemeester en schepenen de inhoud van het verslag van commentaar.

Artikel 38 (oud)

De besluiten worden bij volstreekte meerderheid der stemmen genomen; bij staking van stemmen is het voorstel verworpen.

Bij "volstreekte meerderheid der stemmen" moet men verstaan :

- de helft plus een half van het aantal stemmen, indien dit aantal onpaar is;
- de helft plus één van het aantal stemmen, indien dit aantal paar is.

Voor de bepaling van het aantal stemmen, worden niet in rekening gebracht :

- de onthoudingen,
- en, in geval van geheime stemming, de ongeldige stembriefjes.

In geval van geheime stemming, is het stembiljet ongeldig, wanneer het een indicatie

bevat waardoor men het gemeenteraadslid dat het neergelegd heeft kan identificeren.

De voorzitter van het OCMW stemt niet.

artikel 38 (Nieuwe)

De besluiten worden bij volstreekte meerderheid der stemmen genomen; bij staking van stemmen is het voorstel verworpen.

Bij "volstreekte meerderheid der stemmen" moet men verstaan :

- de helft plus een half van het aantal stemmen, indien dit aantal onpaar is;
- de helft plus één van het aantal stemmen, indien dit aantal paar is.

Voor de bepaling van het aantal stemmen, worden niet in rekening gebracht :

- de onthoudingen,
- en, in geval van geheime stemming, de ongeldige stembriefjes.

In geval van geheime stemming, is het stembiljet ongeldig, wanneer het een indicatie bevat waardoor men het gemeenteraadslid dat het neergelegd heeft kan identificeren.

Artikel 41bis (Nieuwe)

Wanneer de voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn geen lid is van de gemeenteraad, heeft hij zitting in de laatstgenoemde raad met raadgevende stem.

Artikel 53 (oud)

§3 De kandidaturen van de raadsleden voor een commissie voorgesteld door een politieke groep worden ondertekend door de meerderheid van de raadsleden van die groep.

Voor elke kandidatuur wordt de commissie vermeldt waarin hij wenst te zetelen.

Elke kandidatuur van lid van een commissie wordt vergezeld van een voorstel van plaatsvervanger.

De kandidaturen worden neergelegd in handen van de voorzitter van de gemeenteraad of de gemeentesecretaris ten laatste twee dagen voor de datum

van de vergadering van de gemeenteraad waar de benoeming van de leden van de commissies op de dagorde staat.

Artikel 53 (Nieuwe)

§3 De kandidaturen van de raadsleden voor een commissie voorgesteld door een politieke groep worden ondertekend door de meerderheid van de raadsleden van die groep.

Voor elke kandidatuur wordt de commissie vermeldt waarin hij wenst te zetelen.

Elke kandidatuur van lid van een commissie wordt vergezeld van een voorstel van plaatsvervanger.

De kandidaturen worden neergelegd in handen van de voorzitter van de gemeenteraad of de gemeentesecretaris ten laatste twee dagen voor de datum van de vergadering van de gemeenteraad waar de benoeming van de leden van de commissies op de dagorde staat.

Onderhavige beraadslaging, in dubbel, zal overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

#002/25.04.2013/A/0004# **Espace Public - Publieke Ruimte**

**Achat de trois camionnettes pour le servie Voirie - Marché par
Adjudication Publique - Approbation de la dépense et du cahier des
charges**

LE CONSEIL,

Vu qu'un montant de 30.000 € est prévu à l'article 136/74352 "Remplacement camionnette n°1" du budget extraordinaire de 2013 ;

Vu qu'un montant de 65.000 € est prévu à l'article 876/74352 "Remplacement camionnette n° 35 (propreté pubique)" du budget extraordinaire de 2013 ;

Vu qu'un montant de 55.000 € est prévu à l'article 421/74352 "Remplacement camionnette n°43 (paveurs)" du budget extraordinaire de 2013 ;

Vu que le montant total du marché est estimé à 150.000 € TVAC ;

Vu le cahier spécial des charges n°27/2013 destiné à régir ces achats ;

Vu l'avis de publication en annexe ;

Vu la procédure interne d'achat relative au bien être au travail ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés et à certains marchés de

travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions ;

Vu les articles 234 à 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'établir un marché par adjudication publique et de fixer les conditions de passation du marché suivant le cahier spécial des charges n°27/2013 moyennant la modification suivante : à l'article I.10 des dispositions administratives, les mots "de performances équivalentes (même couple moteur)" sont supprimés ;
- d'approuver l'avis de publication en annexe ;
- d'approuver la dépense, estimée à 150.000 € TVAC ;
- d'imputer cette dépense aux articles 136/743.52, 876/743.52 et 421/743.52 du budget extraordinaire de 2013;

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives et sous forme de bref exposé à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Aankoop van drie bestelwagens voor de dienst Wegennis - Opdracht via Openbare aanbesteding- Goedkeuring van de uitgave en van het lastenboek.

DE RAAD,

Gezien dat een bedrag van 30.000€ voor de "Vervanging van de bestelwagen n°1" voorzien is op het artikel 136/74352 van de buitengewone begroting 2013;

Gezien dat een bedrag van 65.000€ voor de "Vervanging van de bestelwagen n° 35" (openbare netheid) voorzien is op het artikel 876/74352 van de buitengewone begroting 2013;

Gezien dat een bedrag van 55.000€ voor de "Vervanging van de bestelwagen n° 43" (stratenmaker) voorzien is op het artikel 421/74352 van de buitengewone begroting 2013;

Gezien dat het totaal bedrag van 150.000 € BTWI geschat is voor deze opdracht;

Gezien het bijzonder lastenboek n° 27/2013 voor het beheren van deze

aankopen;

Gezien het publicatiebericht in bijlage;

Gezien de interne aankoopprocedure betreffende de welzijn op het werk;

Gezien op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten;

Gezien op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken;

Gezien op het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessies;

Gezien op artikelen 234 tot 236 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- een opdracht via openbare aanbesteding op te stellen en de voorwaarden vast te stellen volgens lastenboek 27/2013 mits de volgende wijziging : op artikel I.10 van de administratieve bepalingen, de woorden "gelijke prestatievermogen (hetzelfde aandrijfkoppel)" zijn opgeheven ;

- de publicatiebericht goed te keuren;

- de uitgave geschat op 150.000 € BTWI goed te keuren;

- deze uitgave te boeken op de volgende artikels 136/74352, 876/74352 en 421/74352 van de buitengewone begroting van 2013.

De onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Gemeente ontvanger met de bewijsstukken alsook ter attentie van de Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

#002/25.04.2013/A/0005# **Espace Public - Publieke Ruimte**

Travaux d'établissement, d'aménagement et d'entretien des tapis asphaltiques - Marché par adjudication publique - Fixation des conditions - Mode de passation - Approbation de la dépense et du cahier spécial des charges.

Le Conseil

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions ;

Vu les articles 234 à 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu qu'un montant de 300.000 € est prévu à l'article 421/73560 du budget extraordinaire de 2013 pour les travaux d'établissement, d'aménagement et d'entretien des tapis asphaltiques ;

Vu que le montant de ce marché est estimé à ± 299.990 € ;

Vu le cahier spécial des charges n° 16/2013 destiné à régir cette entreprise ;

Vu l'avis de publication en annexe ;

DÉCIDE :

- de marquer son accord sur les travaux d'établissement, d'aménagement et d'entretien des tapis asphaltiques pour un montant de ± 299.990 € TVAC ;

- de passer ce marché par adjudication publique et d'approuver le cahier spécial des charges n° 16/2013 devant régir ce marché ;

- d'approuver la dépense et l'avis de publication ;

- de désigner M. Didier SCHOTTE comme Coordinateur Sécurité Chantier du présent marché ;

- d'imputer cette dépense à l'article 421/73560 du budget extraordinaire de 2013 ;

- de charger le Collège échevinal de poursuivre l'exécution de ce dossier.

La présente délibération sera transmise, en double exemplaire, à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Bijzonder lastenboek betreffende de aanleg, de verbetering en het onderhoud van de asfaltbekkingen - Openbare aanbesteding - Vaststellen van de voorwaarden - Wijze van verlijden - Goedkeuring van de uitgave en de lastenboek.

De Raad

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten ;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken ;

Gezien het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessies ;

Gezien artikels 234 tot 236 van de nieuwe gemeentewet ;

Gezien er op artikel 421/73560 van de buitengewone begroting van 2013 een som van 300.000 € voorzien is voor de werken van aanleg, verbetering en onderhoud van de asfaltdekkingen ;

Gezien deze uitgave geschat wordt op ± 299.990 € BTWI ;

Gezien het bijzonder lastenboek n° 16/2013 regelende deze onderneming ;

Gezien het publicatiebericht als bijlage ;

BESLIST :

- in te stemmen met de werken van aanleg, verbetering en onderhoud van de asfaltdekkingen voor een bedrag van ± 299.990 € BTWI ;
- deze aanbesteding te plaatsen via een openbare aanbesteding en het lastenboek nr 16/2013 regelende deze onderneming goed te keuren ;
- de uitgave en het publicatiebericht goed te keuren ;
- de Heer Didier SCHOTTE Veiligheidscoördinator voor deze werf benoemen ;
- deze uitgave te boeken op artikel 421/73560 van de buitengewone begroting van 2013 ;
- het Schepencollege te belasten met de uitvoering van dit dossier.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden, in dubbel exemplaar aan Mijnheer de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met de bijhorende stukken.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

#002/25.04.2013/A/0006# **Espace Public - Publieke Ruimte**

**Marchés conjoints dans le cadre des fournitures d'électricité et de gaz -
Mandat à la commune de Watermael-Boitsfort pour la passation des
marchés**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions ;

Vu les articles 234 à 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu que les marchés relatifs aux fournitures d'électricité et gaz arrivent à échéance le 31 décembre 2013 ;

Vu que les marchés actuels sont des marchés conjoints entre :

- L'administration Communale d'Auderghem
- Le C.P.A.S. d'Auderghem

- La Zone de Police 5342 (Uccle/Watermael-Boitsfort/Auderghem)

Vu que la commune de Watermael-Boitsfort doit également renouveler ces mêmes marchés (électricité et gaz) pour le 31 décembre 2013.

Vu que leurs marchés actuels sont des marchés conjoints entre :

- L'administration Communale de Watermael-Boitsfort

- Le Centre Public d'Action Sociale de Watermael-Boitsfort,

- La Fabriques d'église St Hubert

- La Fabriques d'église St Clément

- La Fabriques d'église ND du Perpétuel Secours

- L'Eglise protestante de Watermael-Boitsfort

Vu qu'il est proposé d'établir des marchés conjoints pour ces deux fournitures ;

Vu que le dossier sera établi solidairement par Monsieur Jean-Louis

STELLIAN, ingénieur au service Travaux de Watermael-Boitsfort et Monsieur Cédric SCHLUEPPMANN, responsable du service Espace Public d'Auderghem ;

Vu que la commune de Watermael-Boitsfort serait pilote des marchés mais que l'ensemble des documents et des étapes serait avalisé par le fonctionnaire dirigeant d'Auderghem ;

Vu qu'il est proposé de travailler sur base des cahiers des charges d'Auderghem ;

Vu que les nouveaux marchés seraient établis pour une durée de 2 ans (2014 – 2015) ;

Vu que l'électricité fournie sera obligatoirement labellisée 100% verte et que les formules de prix seraient probablement fixes.

Vu que la procédure nécessite la délégation d'une personne qui serait en charge de fixer le prix selon le cours du jour des index ;

Vu que Monsieur Jean-Louis STELLIAN de la commune de Watermael-Boitsfort serait désigné pour fixer ces index mais que la décision se ferait toujours avec l'aval du fonctionnaire dirigeant d'Auderghem,

Vu la décision du Collège Echevinal du 26 février 2013 de marquer son accord de principe sur :

- sur la réalisation de marchés conjoints relatifs à la fourniture de gaz et d'électricité

- sur l'octroi d'un mandat pour que la commune de Watermael-Boitsfort soit pilote des marchés.

- pour que la fourniture d'électricité soit 100 % verte.

- sur la durée des marchés fixées à 2 ans (2014 - 2015);

- pour tenir compte, lors de l'adoption du cahier spécial des charges, de l'injection par l'administration communale d'Auderghem d'électricité dans le réseau (électricité produite par les panneaux solaires et/ou la cogénération).

DECIDE :

De marquer son accord sur les mandats repris en annexe

La présente délibération sera transmise, en double exemplaire, à Monsieur le

Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

**Gezamenlijke opdrachten in het kader van de elektriciteit-en gaz levering -
Mandaat aan de gemeentebestuur van Watermaal-Bosvoorde voor de
overdracht van de opdrachten**

DE RAAD,

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van

werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken,

leveringen en diensten en de concessies van openbare werken;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene

uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessies;

Gelet op artikelen 234 tot 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet dat de opdrachten betreffende de elektriciteit en gaz leveringen vervallen op 31 december 2013;

Gelet dat de huidige opdrachten gezamenlijk zijn tussen:

- Gemeentebestuur van Oudergem

- O.C.MW. Oudergem

- Politiezone 5342 (Ukkel/Watermaal-Bosvoorde/ Oudergem)

Gelet dat de Gemeente Watermaal-Bosvoorde eveneens deze opdrachten moeten hernieuwen (electriciteit en gaz) voor 31 december 2013;

Gelet dat de huidige opdrachten gezamenlijk zijn tussen:

- Gemeentebestuur van Watermaal-Bosvoorde

- O.C.M.W Watermaal-Bosvoorde

- Kerkfabriek Sint Hubertus

- Kerkfabriek Sint Clement

- Kerkfabriek Onze lieve vrouw "Perpétuel Secours"

- Potestante kerk van Watermaal-Bosvoorde

Gelet dat zij een gezamenlijke opdracht voor deze twee leveringen voorstellen;

Gelet dat de Heer Jean-Louis STELLIAN, ingénieur van de Werkdienst van Watermaal-Bosvoorde en de Heer Cédric SCHLUEPPMANN, verantwoordelijk van de dienst Openbare Ruimte van Oudergem het dossier gezamenlijk zullen opstellen;

Gelet dat de Gemeente Watermaal-Bosvoorde een leidster voor deze opdrachten worden, maar dat het geheel van de dokumenten en de stapgewijsen zullen door de leidende abtenaar van Oudergem goedgekeurd worden.

Gelet dat er voorgesteld word te werken op basis van de lastenboeken van Oudergem;

Gelet dat de nieuwe opdrachten opgesteld worden voor een bepaalde duurtijd van 2 jaar (2014-2015);

Gelet dat het geleverde elektriciteit verplicht 100 % Groene label zal zijn en de prijsformule zullen vermoedelijk vast blijven.

Gelet dat voor deze procedure een opdrachtgevende persoon noodzakelijk is om de prijzen vastzetten naargelang de marktprijzen van de indexen;

Gelet dat de Heer Jean-Louis STELLIAN van de Gemeente Watermaal-Bosvoorde zal voor het vastzetten van deze indexen aangeduid worden maar de beslissingen zullen steeds met de instemming en door de leidende abtenaar van Oudergem genomen worden,

Gelet dat de beslissing van het Schepen College, in zitting van 26 februari 2013, zijn principeakkoord stelt:

- op de uitvoering van de gezamenlijke opdrachten betreffende de elektriciteit en gaz levering

- op de toekenning van het mandaat voor de Gemeente van Watermaal-Bosvoorde om leider van de opdrachten te worden

- opdat het geleverd elektriciteit 100% Groen is

- op het vastgestelde duurtijd van 2 jaar (2014-2015) van de opdracht

- op het in acht nemen bij de goedkeuring van het bijzonder lastenboek , de injectie van de elektriciteit (elektriciteitsproductie door de zonnepanelen en/of door cogeneratie) in de electriciteitsnet door de Gemeente van Oudergem

BESLIST:

de mandaten hier in bijlage goed te keuren

Onderhavige beraadslaging, in dubbel, zal overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met het Toezicht op Lokale Besturen

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

#002/25.04.2013/A/0007# **Espace Public - Publieke Ruimte**

Convention Pando-Catalpa-Auderghem pour les certificats verts et la revente d'électricité des panneaux photovoltaïques - Bâtiments Centre Sportif Gymnasium, Centre Scolaires Blankedelle et Souverain.

Le conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège échevinal du 28/08/2012 désignant la société Catalpa pour placer des panneaux photovoltaïques sur le Centre Sportif Gymnasium et la décision du Collège échevinal du 19/02/2013 désignant la société Pando pour placer des panneaux photovoltaïques sur les Centres Scolaires Blankedelle et Souverain ;

Vu la décision du Collège échevinal du 26/03/2013 décidant de mettre le point à l'ordre du jour du conseil communal ;

Vu la nécessité d'une convention entre Pando/Catalpa/Auderghem pour la revente d'électricité et des certificats verts des panneaux photovoltaïques des bâtiments Centre Sportif Gymnasium, Centres Scolaires Blankedelle et Souverain ;

DÉCIDE :

De ratifier la présente convention.

La présente délibération sera transmise, en double exemplaire, à l'attention de Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Overeenkomst tussen Pando, Catalpa en de gemeente Oudergem voor de doorverkoop van de elektriciteit en de groenestroomcertificaten voor de zonnepanelen van de Sportcentrum Gymnasium, Scholencentra “Blankedelle en Souverain” gebouwen.

DE RAAD,

Gezien het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet ;

Gezien de beslissing van het Schepencollege in zitting van 28/08/2012 aanstelling de Catalpa bedrijf om de zonnepanelen van de Sportcentrum Gymnasium te plaatsen, en de de beslissing van het Schepencollege in zitting van 19/02/2013 aanstelling de Pando bedrijf om de zonnepanelen van Scholencentra “Blankedelle en Souverain” te plaatsen ;

Gezien de beslissing van het Schepencollege in zitting van 26/03/2013 die besluit om het punt op de agenda van de gemeenteraad te zetten ;

Gezien de nuttigheid van een overeenkomst tussen Pando, Catalpa en de gemeente Oudergem voor de doorverkoop van de elektriciteit en de groenestroomcertificaten voor de zonnepanelen van de Sportcentrum Gymnasium, Scholencentra “Blankedelle en Souverain” gebouwen ;

BESLIST :

De bekrachtigimp van deze overeenkomst.

Huidige beraadslaging zal, in dubbel, aan de Heer de Minister-Voorzitter van het Brusselse-Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen toegestuurd.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Contrat d'occupation gratuite de la salle de délasserment avenue Lambin n°1 à Auderghem, entre la commune d'Auderghem et les Habitations et Logements Sociaux d'Auderghem, dans le cadre d'un stage de remédiation organisé par la cellule de veille ESPAS durant les congés scolaires de Pâques.

Le conseil

Etant donné que la cellule ESPAS de la maison de la prévention propose des stages de remédiation lors de congés scolaires, dans le but de pérenniser son travail de lutte contre le décrochage scolaire réalisé au quotidien au sein de ses écoles de devoirs ;

Etant donné qu'un stage de remédiation est à nouveau proposé durant la seconde semaine de Pâques, soit du lundi 08 au vendredi 12 avril 2013, de 9h à 14h, s'adressant à tout enfant de la commune, entre la 5^{ème} année primaire et la 4^{ème} année secondaire, sur inscription ;

Vu qu'un local situé avenue Lambin n°1 à Auderghem est proposé gratuitement au service prévention par la société des 'Habitations et logements sociaux' d'Auderghem ;

Vu que le contrat de location à titre gratuit a été soumis en date du 19 mars 2013 à l'approbation du Collège des Bourgmestres et Echevins ;

Décide

de ratifier le contrat d'occupation gratuite de la salle de délasserment située avenue Lambin 1 à Auderghem entre la commune d'Auderghem et les Habitations et Logements Sociaux d'Auderghem.

La présente délibération, sous forme de bref exposé, sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-capitale, en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Contract voor gratis betrekking van de ontspanningsruimte lambinlaan 1 te Oudergem, tussen de gemeente Oudergem en de "Habitations et Logements Sociaux" van Oudergem in het kader van een ophaling stage door de cel espas gedurende paasvakantie georganiseerd.

De raad,

Gezien dat de cel ESPAS van het Preventiehuis in het kader van haar werk tot bestrijding van het schoolverzuim dagelijks verwezenlijkt in haar takenscholen ophaling stages tijdens de schoolvakanties voorsteld ;

Gezien dat een ophaling stage tijdens de tweede week van de Paasvakantie hetzij van maandag 08 tot vrijdag 12 april 2013 van 9 uur tot 14 uur voor kinderen uit de gemeente van het 5^e leerjaar tot het 4^e middelbaar en op inschrijving voorgesteld wordt ;

Gezien dat een lokaal gelegen Lambinlaan 1 te Oudergem gratis aan de dienst Preventie door de “Habitations et Logement Sociaux” van Oudergem ter beschikking gesteld wordt ;

Gezien het contract voor gratis betrekking van het lokaal op datum van 19 maart 2013 voor goedkeuring aan het College van Burgemeester en Schepenen voorgesteld wordt ;

BESLIST

het contract voor gratis betrekking van de ontspanningsruimte lambinlaan 1 te Oudergem tussen de gemeente Oudergem en de “Habitations et Logements Sociaux” van Oudergem te bekrachtigen.

Onderhavige beraadslaging zal, onder vorm van beknopte omschrijving overgemaakt worden aan De Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

#002/25.04.2013/A/0009# **Coordinations Sociales - Sociale Coördinatie**

Compte de l'exercice 2012 du Fonds Social du Personnel Communal

LE CONSEIL,

Vu la délibération du conseil communal du 7 décembre 1990 concernant le Fonds Social du Personnel communal ;

Considérant que l'article 16 de cette délibération stipule que le compte de gestion doit être soumis annuellement à l'approbation du Conseil communal ;

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 117,

Attendu que le compte de l'exercice 2012 accuse, en recettes 2.109,93€, un solde reporté de l'année précédente de 18140,35€ et 13.364,48€ en dépenses ;

Le solde disponible est de 6.795,80€ en 2013

Sur proposition du collègue Echevinal :

DECIDE :

D'approuver le compte de l'exercice 2012 du Fonds Social du Personnel Communal.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le receveur communal et, sous forme de bref exposé, à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-capitale, en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Sociale Fonds van het Gemeentepersoneel - Rekening van het dienstjaar 2012

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van 7 december 1990 van de Gemeenteraad betreffende het sociale Fonds van het Gemeentepersoneel ;

Overwegende dat artikel 16 van die beslissing bepaalt dat, de werkingsrekening jaarlijks aan de goedkeuring van de Raad moet worden voorgelegd :

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 117;

Overwegende dat de rekening over het dienstjaar 2012 afsluit met een bedrag van 2.019,93 in ontvangsten, en overgedrage bedrag van 18140,35 en 13.364,48€ in uitgaven ;

Het beschikbaar saldo bedraagt is : 6.795,80€

Op voorstel van het Schepenkollege :

BESLIST :

de rekening 2012 van de Sociale Fonds van het Gemeentepersoneel goed te keuren.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer

Gemeenteontvanger alsook ter attentie van de Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

#002/25.04.2013/A/0010# **Emploi - Economie - Werkgelegenheid**

Convention de collaboration de la Maison de l'Emploi d'Auderghem

Le Conseil Communal,

Vu l'existence du convention de collaboration "Maison de l'Emploi" depuis

2007;

Vu les dispositions légales en la matière;

Vu la participation de la Commune d'Auderghem en tant que partenaire de droit;

Attendu que les 4 partenaires de droit ont décidé d'établir une nouvelle convention de collaboration afin d'organiser au mieux la synergie entre les différents services d'aide aux chercheurs d'emploi;

Decide

de ratifier le texte de la nouvelle convention de collaboration dans le cadre de la Maison de l'Emploi d'Auderghem.

La présente délibération sera envoyée sous forme de bref exposé à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Overeenkomst van medewerking van de Jobhuis te Oudergem

De Gemeenteraad,

Gezien het bestaan van een overeenkomst van medewerking "Jobhuis" sinds 2007;

Gezien de wettelijke bepalingen terzake;

Gezien de deelname van de Gemeente Oudergem als rechtspartner;

Aangezien dat de 4 rechtspartners hebben beslist een nieuwe overeenkomst van medewerking onder te tekenen om de synergie tussen de verschillende hulpdiensten voor de werkzoekenden beter te organiseren;

Beslist

de tekst van de nieuwe overeenkomst van medewerking in het kader van het Jobhuis van Oudergem te bekrachtigen.

Onderhavige beraadslaging zal onder vorm van een beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de diensten van de Heer Minsiter-Voorzitter van het

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

#002/25.04.2013/A/0011# **Informatique - Informatica**

Contrat Publilink Explore.

Le Conseil

Considérant la nécessité d'avoir le contrat Publilink Explore afin d'assurer la continuité du service Publilink ;

Attendu que la dépense actuelle de 428,34€ passera pendant un court laps de temps à 729.63€ par mois pour ensuite tomber à 0€ par mois;

Attendu que la somme sera imputée mensuellement à l'article 104/12311 du budget ordinaire ;

Vu la décision du Collège échevinal du 19 mars 2013;

PREND ACTE :

- De la décision du Collège échevinal du 19 mars 2013;
- Décide de charger le Collège échevinal de poursuivre l'exécution de ce dossier.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal, avec les pièces justificatives et, sous forme de bref exposé, à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-capitale, en charge des Pouvoirs Locaux..

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Contract Publilink Explore.

DE RAAD,

Gezien de noodzaak om het contract Publilink Explore te hebben om de continuïteit te behouden van de dienst Publilink;

Gezien de aktuele uitgave van 428,34€ naar 729,63€ per maand gebracht wordt op korte termijn en vervolgens op 0€ per maand komt;

Gezien de som maandelijks zal geboekt worden op het artikel 104/12311 van de gewone dienst;

Gezien de beslissing van het Schepencollege van 19 maart 2013;

NEEMT AKTE :

- Van de beslissing van het Schepencollege van 19 maart 2013;
- Het Schepencollege toe te laten de procedure hiervoor opgestart, voort te zetten.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden, in dubbel worden aan de

Heer Gemeenteontvanger, met bijhorende stukken alsook ter attentie van de Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

#002/25.04.2013/A/0012# **Recette - Ontvangerij**

N.D. du Blankedelle - Compte de clerc à maître.

Le conseil

Vu le compte de clerc à maître pour 2012, dressé par Monsieur P. Derumier - trésorier sortant au 31 décembre 2012 et rendu à Monsieur Thierry Peeters - trésorier entrant ;

Décide

d'approuver le compte de clerc à maître pour la Fabrique d'Eglise Blankedelle tel que dressé par Monsieur Pierre DERUMIER - trésorier sortant au 31 décembre 2012.

La présente délibération, en quintuple sera transmise à Monsieur le Ministre Président chargé pour l'Arrondissement Administratif de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 13 votes positifs, 8 votes négatifs, 7 abstentions.

O.L.V. Blankedelle - Rekening van klerk tot meester

De raad

Gelet op de rekening van klerk tot meester van 2012, opgemaakt door de Heer Pierre DERUMIER - uittredend schatbewaarder op 31 december 2012 en overgenomen door de Heer Thierry Peeters intredend schatbewaarder;

BESLIST

de rekening van klerk tot meester voor de de Kerkfabriek Blankedelle - zoals opgemaakt door de Heer Pierre DERUMIER - uittredend schatbewaarder op 31 december 2012 goed te keuren.

Onderhavige beraadslaging, in vijfvoud, zal overgemaakt worden aan de Heer de Minister President Bevoegd voor het Administratief Arrondissement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

28 stemmers : 13 positieve stemmen, 8 negatieve stemmen, 7 onthoudingen.

#002/25.04.2013/A/0013# **Recette - Ontvangerij**

Compte de l'ASBL "Gestes & Création" saison 2012

Le conseil

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions et plus spécialement en ce qui concerne l'article 3 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE

D'approuver le compte de l'ASBL « Gestes et Création » saison 2012

La présente délibération, sous forme de bref exposé sera transmise à Monsieur le Ministre Président chargé pour l'Arrondissement Administratif de Bruxelles Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Rekening van de VZW "Gestes et Création" dienstjaar 2012

De raad

Gezien de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, en meer bepaald wat artikel 3 betreft ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meerbepaald artikel 117;

Op voorstel van het Kollege van Burgemeester en Schepenen ;

BESLIST

De rekening van de VZW « Gestes et Création » dienstjaar 2012 goed te keuren.

Onderhavige beraadslaging zal onder vorm van beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de Heer Minister President bevoegd voor het Administratief Arrondissement van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

#002/25.04.2013/A/0014# **Recette - Ontvangerij**

Budget de l'exercice 2013 de la Fabrique d'Eglise Saint-Julien - Approbation

Le conseil

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Attendu que la Commune d'Auderghem fait partie de la circonscription de l'Eglise Saint-Julien et qu'à ce titre elle est appelée à donner son avis sur le budget tel qu'il a été arrêté par son Conseil d'Administration ;

Attendu que ledit budget pour l'exercice 2013 présente un mali de 12.508,61 € à répartir sur les communes d'Auderghem et de Woluwé Saint Pierre respectivement à hauteur de 85,41 % et 14,59 % ;

DECIDE : d'aviser favorablement le budget pour l'exercice 2013 de la Fabrique d'Eglise Saint-Julien.

La présente délibération, en quintuple sera transmise à Monsieur le Ministre Président chargé pour l'Arrondissement Administratif de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 13 votes positifs, 8 votes négatifs, 7 abstentions.

Begroting van het dienstjaar 2013 van de kerkfabriek Sint-Juliaan-Goedkeuring

De raad

Gezien de wet van 4 maart 1870 op de temporalien der erediensten ;

Gezien de gemeente Oudergem deel uitmaakt van de omschrijving van de Kerkfabriek Sint-Juliaan en zij door dit feit geroepen is haar advies uit te brengen betreffende de begroting van deze instelling ;

Gezien de begroting voor het dienstjaar 2012 een mali van 12.508,61 € vertoont , dat dit mali tussen Oudergem en Sint-Pieters-Woluwe moet verdeeld worden (respectievelijk 85,41 % en 14,59 %)

BESLIST :een gunstig advies uit te brengen voor de begroting van het dienstjaar 2012 van de Kerkfabriek Sint-Juliaan.

Onderhavige beraadslaging in vijfvoud, zal overgemaakt worden aan de Heer de Minister President bevoegd voor het Administratief Arrondissement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

28 stemmers : 13 positieve stemmen, 8 negatieve stemmen, 7 onthoudingen.

#002/25.04.2013/A/0015# **SIPP - IDPB**

Règlement d'ordre intérieur du Comité de concertation Prévention et Protection au travail

LE CONSEIL,

Vu la loi du 4 août 1996 relative au bien-être au travail des travailleurs lors de l'exécution de leur travail ;

Vu l'arrêté royal du 3 mai 1999 relatif aux missions et au fonctionnement des comités pour la prévention et la protection au travail ;

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Vu l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Vu la Nouvelle Loi communale ;

Considérant, l'accord favorable unanime du 21 mars 2013 du Comité de

concertation Prévention et Protection au travail ;

DECIDE :

d'approuver le Règlement d'ordre intérieur du Comité de concertation
Prévention et Protection au travail

REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR

-

GENERALITES

-

Article 1

Le Comité particulier de concertation pour la Prévention et la Protection au Travail est commun à l'Administration communale et au Centre Public d'Action Sociale (A.R. du 28 septembre 1984).

Article 2

Pour l'application du présent règlement on entend par :

1. Comité : Comité spécial de concertation pour la Prévention et la Protection au Travail ;
2. Service interne : Service interne pour la Prévention et la Protection au Travail ;
3. Service externe : Service externe pour la Prévention et la Protection au Travail ;

COMPOSITION ET SIEGE

Article 3 :

Le Comité est composé de :

- d'un Président et d'un ou des suppléant(s);
- d'un(e) secrétaire ;
- de représentants effectifs et suppléants de l'employeur ;
- de représentants effectifs et suppléants des travailleurs ;
- du ou des conseillers en prévention du service interne (SIPP) ;

- du ou des conseillers en prévention du service externe (SEPP) ;

En cas d'indisponibilité majeure, le(s) les membre(s) concerné(s) pourront être remplacé(s) par un représentant désigné par l'institution dont il relève.

La composition du Comité est reprise en annexe I.

Le siège du Comité pour la Prévention et la Protection au Travail est établi à l'adresse suivante :

Rue Idiers, 12-14
1160 BRUXELLES

-
-

MISSIONS

Article 4

Les missions du Comité relèvent de la Loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, ainsi que de l'Arrêté Royal du 3 mai 1999 relatif au fonctionnement des Comités pour la prévention et la protection au travail. Le présent règlement d'ordre intérieur satisfait aux prescriptions de l'Arrêté royal du 28 septembre 1984 concernant le fonctionnement du Comité de concertation

Le comité a notamment mission d'émettre des avis et de formuler des propositions sur la politique du bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, sur le plan global de prévention et le plan annuel d'action établis par l'employeur, leurs modifications, leurs exécutions et leurs résultats.

Il est chargé de toutes les missions qui lui sont attribuées par la loi.

Une délégation restreinte unique est constituée conformément aux articles 10, 11,12 de l'A.R. du 03/05/1999 relatif au fonctionnement des Comités.

Le Comité restreint comprend maximum un tiers de la délégation des travailleurs au Comité. Les personnes déléguées au comité restreint font partie des membres effectifs du Comité et sont désignées par le Comité.

Chaque organisation syndicale est représentée au comité restreint.

Le comité restreint se réunit immédiatement, chaque fois :

- a) Qu'il y a une nécessité urgente ;
- b) Qu'il y a un accident grave ;
- c) Qu'un tiers au moins de la délégation des travailleurs au Comité en fait la demande au président.

Les membres du comité restreint sont repris dans l'annexe I du présent règlement.

FONCTIONNEMENT

Article 5

- Le Comité tient séance dans les locaux de l'administration communale sise rue Idiers, 12 à 1160 Bruxelles.
- Le Comité se réunit au minimum 4 fois par an, dont au moins 2 fois par an avec le médecin du travail ;
- Le Comité ne peut se réunir valablement qu'en cas de présence simultanée :
 - du Président ou d'un des suppléants
 - de 50 % des sièges octroyés à la délégation des travailleurs
- Les délégations peuvent consulter les documents sur rendez-vous auprès du secrétaire du Comité ;
- Le secrétariat du Comité est assuré par le Service interne ;
- Une réunion peut-être provoquée d'urgence par le Président ou son suppléant ou par au moins 2/3 des délégations du comité endéans les huit jours de la demande;
- Chaque membre effectif du Comité sera invité par écrit 10 jours ouvrables avant la réunion. La convocation indiquera la date, l'heure, l'endroit, l'ordre du jour ainsi qu'une éventuelle documentation y afférent. Celle-ci sera accompagnée d'une copie du rapport mensuel et/ou annuel du service interne;
- Chaque délégation représentative peut faire inscrire un ou plusieurs points à l'ordre du jour, au moins 15 jours avant la réunion auprès du secrétaire du Comité ;
- Pour chacune des réunions, des points complémentaires pourront être introduit, si avis favorable unanime du Comité avec l'accord d'au moins les 2/3 des membres présents;
- Chaque représentant peut pendant les réunions s'entourer d'experts et de techniciens pour les points qu'elle a introduit ;
- Les procès-verbaux des réunions seront joints à la convocation.

ORGANISATION DES REUNIONS

Article 6

L'ordre du jour est établi par le Président du Comité.

L'ordre du jour type est le suivant :

- Approbation du procès-verbal de la séance précédente ;
- Rapport mensuel du Service interne de prévention et de protection ;
- Plans de prévention ;
- Points spécifiques ;
- Examen des divers ;

AVIS – ACCORD

Article 7

Le Comité peut émettre des avis ou des recommandations. Un avis consiste à faire connaître la position de ses membres vis-à-vis d'un problème déterminé.

L'avis n'est soumis à aucune majorité. S'il échec, il fait mention des divergences d'opinions qui se sont exprimées.

Lorsque la réglementation stipule que l'accord du Comité est nécessaire, les décisions doivent être prises à l'unanimité. En cas de divergence, l'arbitrage d'un expert du Service Public Fédéral de l'Emploi, Travail et de la concertation sociale est demandé.

REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR

Article 8 – Dispositions

Le présent règlement ne peut contenir des dispositions en contradiction avec la législation en la matière. En cas de contradiction, les dispositions légales priment sur le présent règlement.

Un exemplaire du règlement d'ordre intérieur doit être remis à chacun des membres du Comité.

Article 9 – Modification du règlement d'ordre intérieur :

Tout membre du Comité peut proposer des modifications au présent règlement. Elles doivent être introduites auprès du secrétaire par écrit 10 jours à l'avance de la prochaine réunion.

Celles-ci doivent être approuvées à l'unanimité des membres. Le Comité ne peut délibérer au sujet des modifications proposées que si 50% au moins des membres qui le composent, y compris le Président, sont présents et pour autant

qu'au moins un représentant de chaque organisation syndicale soit présent.

-

Article 10 – Approbation

Le présent règlement a été approuvé par le Comité en séance du 21 mars 2013.

La présente délibération sera envoyée en double exemplaire à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-capitale, en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Reglement van inwendige orde van de Overlegcomité Preventie en Bescherming op het werk

DE RAAD,

Gelet op de wet van 04.08.1996 betreffende het welzijn van de werknemers tijdens het uitvoeren van hun werk;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 mei 1999 betreffende de opdrachten en de werking van de comités voor preventie en bescherming op het werk ;

Gelet de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 september 1984 houdende uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Overwegende het unanieme gunstige advies op 21 maart 2013 van het Overlegcomité Preventie en Bescherming op het werk;

BESLUIT :

het reglement van inwendige orde van het Overlegcomité voor Preventie en Bescherming op het werk goed te keuren

REGLEMENT VAN INWENDIGE ORDE

-

ALGEMEENHEDEN

-

Artikel 1

Het Bijzonder Overlegcomité voor Preventie en Bescherming op het Werk is gezamenlijk organiseert tussen aan het Gemeentebestuur en de Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn (K.B. op 28 september 1984).

Artikel 2

Voor de toepassing van het reglement:

1. Comité : bijzonder Overlegcomité voor Preventie en Bescherming op het Werk;
2. Interne dienst : Interne dienst voor Preventie en Bescherming op het werk;
3. Externe dienst : dienst voor Preventie en Bescherming op het werk;

SAMENSTELLING EN ZETEL

Artikel 3 :

Het Comité is samengesteld uit :

- één Voorzitter en één of meer vervanger(s);
- één secretaris;
- de vaste vertegenwoordigers en de vervangers van de werkgever;
- de vaste vertegenwoordigers en de vervangers van de werknemers;
- de preventieadviseurs van de Interne dienst (I.D.P.B.);
- de preventieadviseurs van de Externe dienst (E.D.P.B.);

In geval van een voornaamste onbeschikbaarheid zullen de leden vervangen mogen worden door een vertegenwoordiger opgevestigd door de betrokkene instelling

De samenstelling wordt overgenomen in bijlage I .

De zetel van het Overlegcomité Preventie en Bescherming op het werk is gevestigd op het volgende adres:

Idierstraat 12-14
1160 BRUSSEL

-

-

-

OPDRACHTEN

Artikel 4

De opdrachten van het Comité behoren bij het wet op 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers tijdens hun werk, ook de Koninklijk Besluit op 3 mei 1999 in verband met de werking van de Comités voor Preventie en Bescherming op het werk.

Het huidige reglement van inwendige orde vult de beschikkingen aan van het Koninklijke Besluit van 28 september 1984 betreffende de werking van het bijzonder Overlegcomité.

Het Comité heeft onder anderen als opdracht het uitbrengen van adviezen en het opstellen van voorstellingen betreffende de politiek van het welzijn van de werknemers tijdens het uitvoeren van hun werk, op het gebied van het globale preventieplan en het jaarlijkse actieplan, op hun wijzigingen, op hun uitvoeringen en op hun resultaten.

Het Comité is belast van alle opdrachten door de wet toegewezen.

Een enige beperkte déléгатie is vastgesteld in conformiteit van artikels 10,11,12 van de K.B. van 03/05/1999 betreffende de werking van de Comités.

Het beperkte Comité telt maximum één derde van de werknemerdelégatie in het Comité. De gedelegeerde personen maken deel uit van de vaste leden van het Comité en zijn door het Comité aangewezen.

Elke vakorganisatie wordt aan het beperkte Comité vertegenwoordigd.

Het beperkte Comité vergadert onmiddellijk, telkens:

- a) een dringende noodzakelijkheid gebeurt ;
- b) voor een ernstig ongeva gebeurt;
- c) wanneer één derde van de vakorganisatie een aanvraag stelt aan de voorzitter .

De leden van het beperkte Comité zijn vermeld in de bijlage I van het huidige reglement.

WERKING

Artikel 5

- Het Comité stelt zitting in de lokalen van het gemeentebestuur gelegen Idierstraat 12 te 1160 Brussel;
- Het Comité vergadert minstens 4 maal per jaar, twee maal per jaar met de arbeidsarts;

- Het Comité mag terecht vergaderd wanneer gelijktijdig de aanwezigheid wordt vastgesteld van :
 - De Voorzitter of zijn vervanger;
 - 50 % van de zetels toegestaan aan de vakorganisatie
- De vakorganisaties mogen de documenten raadplegen op afspraak met de secretaris van het Comité;
- Het secretariaat van het Comité wordt verzorgd door de Interne dienst;
- Een vergadering kan dringend opgesteld worden door de Voorzitter of zijn vervanger of door één derde van de vakorganisatie van de Comité binnen de acht dagen van de aanvraag;
- Elke vaste lid zal schriftelijk 10 werkdagen voor de vergadering uitgenodigd worden. De oproeping zal de datum, het uur, de plaats, de dagorde vermelden, ook en eventueel documentatie. De oproeping zal een kopij van de maandelijks of jaarlijkse verslag bevatten;
- Elke afgevaardigde delegatie mag minstens 15 werkdagen voor de vergadering bij de secretaris van het Comité één of meerdere punten op de dagorde doen inschrijven;
- Voor elke vergadering, extra punten mogen ingediend worden, indien een eenstemmig gunstig advies van het Comité met het akkoord van minstens de 2/3de van de aanwezige leden ;
- Elke vertegenwoordiger mag tijdens de vergaderingen voor de punten dat ze heeft ingediend met experts en technici het woord nemen;
- De proces-verbalen van de vergaderingen zullen bij de oproepingen bijgevoegd worden

VERGADERINGEN

Artikel 6

De dagorde wordt vastgesteld door de Voorzitter van het Comité.

De modeldagorde is de volgende:

- goedkeuring van het proces-verbaal van de vorige vergadering;
- maandelijks verslag van de Interne diensten;
- preventieplannen;
- specifieke punten;
- diverse.

ADVIES-AKKOORD

Artikel 7

Het Comité mag adviezen of aanbevelingen formuleren. Een advies bestaat uit het kennis maken van een positie van zijn leden ten opzichten van een bepaalde probleem.

Het advies is niet aan een meerderheid onderworpen, al naargelang de omstandigheden moeten de uitgesproken tegenstellingen worden vermelden.

Als de wetgeving vermeld dat het akkoord van het Comité noodzakelijk is, moeten de beslissingen aan de unanimiteit genomen worden. In geval van tegenstellingen wordt een arbitrage van een expert van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal overleg gevraagd.

REGLEMENT VAN INWENDIGE ORDE

Artikel 8 – bepalingen

Het huidige reglement mag geen bepalingen in tegenstelling met de in voege wetgeving bevatten. In geval van tegenspraak, hebben de wettelijke bepalingen voorgang op het huidige reglement.

Een exemplaar van het reglement van inwendige orde moet overhandigd worden
aan elk lid van het Comité.

Artikel 9 – Wijziging van het reglement van inwendige orde

Elk lid van het Comité mag wijzigingen van het huidige reglement voorstellen. Deze moeten schriftelijke ingediend worden bij de secretaris 10 werkdagen voor de volgende vergaderingen. Deze wijzigingen moeten unaniem goedgekeurd worden door de leden. Het Comité mag geen beslissing nemen over de gevraagde wijzigingen indien minstens 2/3^{de} van de leden, de Voorzitter inbegrepen, aanwezig zijn en voor zover dat minstens een vertegenwoordiger van elke vakorganisatie aanwezig is.

Artikel 10 – Goedkeuring

Het huidige reglement wordt goedgekeurd door het Comité in zitting van 21 maart 2013.

Onderhavige beraadslaging, in dubbel, zal overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

**Approuvée par M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-capitale
en charge des Pouvoirs Locaux**

Lettre du 11/09/2013

Réf. : 2954273796

#002/25.04.2013/A/0016# **SIPP - IDPB**

**Rapport annuel 2012 du Service Interne de Prévention et Protection au
travail (S.I.P.P.) destiné au Service Public Fédéral Emploi, Travail et
Concertation sociale**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 04.08.1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution
de leur travail ;

Vu l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif au Service interne pour la Prévention
et la Protection au Travail modifié ;

DECIDE :

d'approuver le rapport annuel 2012 du Service Interne de Prévention et
Protection au travail.

La présente délibération, sous forme de bref exposé, sera transmise à Monsieur
le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-capitale, en charge des Pouvoirs
Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

**Jaarverslag 2012 van de Interne Dienst voor Preventie en Bescherming op
het werk (I.D.P.B.) bestemd voor de Federale Overheidsdienst
Werkgelegenheid, arbeid en Sociaal Overleg**

DE RAAD,

Gelet op de wet van 04.08.1996 betreffende het welzijn van de werknemers
tijdens het uitvoeren van hun werk;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de Interne Dienst
voor Preventie en Bescherming op het werk gewijzigd ;

BESLUIT :

het jaarverslag 2012 van de Interne Dienst voor Preventie en Bescherming op het werk (I.D.P.B.) goed te keuren

Onderhavige beraadslaging zal, onder vorm van beknopte omschrijving overgemaakt worden aan De Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

#002/25.04.2013/A/0017# **Environnement - Leefmilieu**

Environnement - Europe – Adhésion de le commune d’Auderghem à la Convention européenne de maires

Point complémentaire déposé par Mesdames Muriel Koch, conseillère communale (cdH+) et Véronique Jamouille, conseillère communale (PS)

LE CONSEIL,

Attendu que la Convention des Maires est un mouvement européen associant les autorités locales et régionales de divers pays dans un engagement volontaire pour l’amélioration de l’efficacité énergétique et l’augmentation de l’usage des sources d’énergie renouvelable sur leurs territoires. Par leur engagement, les signataires de la Convention visent à respecter et à dépasser l’objectif de l’Union européenne de réduire les émissions de CO₂ de 20 % d’ici 2020 ;

Attendu qu’après l’adoption, en 2008, de l’ensemble de mesures de l’UE sur le climat et l’énergie, la Commission européenne a lancé la Convention des Maires afin d’appuyer et de soutenir les efforts déployés par les autorités locales pour la mise en œuvre des politiques en faveur des énergies durables. En effet, les gouvernements locaux jouent un rôle crucial dans l’atténuation des effets du changement climatique, et ce d’autant plus que 80 % de la consommation d’énergie et des émissions de CO₂ sont associés à l’activité urbaine ;

Attendu qu’afin de traduire leur engagement politique en mesures concrètes et en projets, les signataires de la Convention s’engagent notamment à préparer un Bilan des émissions et à soumettre, dans un délai d’un an à compter de leur signature ainsi qu’un Plan d’action en faveur de l’énergie durable décrivant les principales actions qu’ils projettent d’entreprendre ;

Attendu qu’au-delà des économies d’énergie, les résultats des actions entreprises par les signataires sont multiples : création d’emplois qualifiés et stables non

susceptibles d'être délocalisés ; un environnement plus sain et une meilleure qualité de vie ; une compétitivité économique accrue et une plus grande indépendance énergétique ;

Attendu qu'une adhésion de la commune d'Auderghem à cette Convention serait bénéfique pour les raisons suivantes :

- Il s'agit d'un outil efficace qui a fait ses preuves dans plusieurs communes d'Europe et qui a conduit aux résultats vertueux mentionnés plus haut ;
- Une adhésion de notre commune permettrait d'inscrire Auderghem dans une communauté européenne d'acteurs publics engagés pour le climat, renforçant ainsi non seulement sa réputation européenne mais lui permettant également de s'insérer dans un réseau d'excellence dont elle retirerait une expertise technique et des contacts précieux ;
- Un soutien stratégique, administratif et financier peut être apporté par les Coordinateurs de la Convention et par le Bureau aux adhérents pour la mise en œuvre de leurs actions. Auderghem pourrait en bénéficier ;
- La Convention et son réseau d'autorités locales « promotrices » mettent en place des outils de promotion et des plateformes d'échange d'expériences qui pourraient informer nos autorités des initiatives développées à l'étranger et que notre commune pourrait également utiliser pour promouvoir certaines de ces propres actions au-delà de nos frontières.
- Auderghem est dans des conditions opérationnelles plus favorables pour la réalisation des engagements de la Convention puisqu'elle a déjà effectué un bilan carbone par le passé et puisqu'elle se trouve à proximité géographique du siège administratif de la Convention.

CHARGE LE COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS :

- d'examiner la possibilité d'une adhésion de la commune d'Auderghem à la Convention européenne des Maires;
- d'examiner les différents « exemples de références » mentionnés sur le site internet de la Convention présentant un intérêt pour la commune,
- de signer la convention le 24 juin 2013 et de la lui présenter pour ratification le 27 juin 2013.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Leefmilieu - Europa – Toetreding van de gemeente Oudergem tot het Europese Verdrag der Burgemeesters

Bijkomend punt ingediend door de dames Muriel Koch, gemeenteraadslid (cdH+) en Véronique Jamouille, gemeenteraadslid (PS)

DE RAAD,

Aangezien het Europese Verdrag der Burgemeesters een Europese beweging is die plaatselijke en gewestelijke overheden van verschillende landen verenigt in een vrijwillige verbintenis tot verbetering van de energiedoelmatigheid en

verhoogd gebruik van hernieuwbare energiebronnen op hun grondgebied. Door hun inzet beogen de ondertekenaars van het verdrag de doelstelling van de Europese Unie, om de uitstoot van CO₂ tegen 2020 met 20% te verminderen na te leven en te overtreffen;

Aangezien na de goedkeuring, in 2008, van het geheel van de maatregelen van de EU betreffende het klimaat en de energie, de Europese Commissie het Verdrag van de Burgemeesters opgericht heeft om de inspanningen van de plaatselijke overheden voor de toepassing van het beleid ten gunste van duurzame energieën te benadrukken en te ondersteunen. De plaatselijke overheden spelen immers een cruciale rol in de afzwakking van de gevolgen van de klimaatverandering, en dit des te meer dat 80 % van het energieverbruik en van de uitstoot van CO₂ met stedelijke bedrijvigheid verbonden zijn;

Aangezien de ondertekenaars van het verdrag, om hun beleidsinzet in concrete maatregelen en projecten om te zetten, zich ertoe verbinden om een uitstootbalans op te maken en deze binnen een termijn van één jaar te rekenen van hun ondertekening voor te leggen, samen met een actieplan ten gunste van de duurzame energie met beschrijving van de voornaamste acties die zij voornemens zijn te ondernemen;

Aangezien naast en boven de energiebesparingen, de resultaten van de door de ondertekenaars ondernomen acties veelvoudig zijn: het scheppen van stabiele werkgelegenheid voor geschoolde werkkrachten die niet vatbaar zijn voor delocalisatie; een gezonder leefmilieu en betere leefkwaliteit; verhoogde economische concurrentiekracht en grotere energieonafhankelijkheid;

Aangezien toetreding van de gemeente Oudergem tot dat Verdrag gunstig zou zijn om de volgende redenen:

- het is een doeltreffend instrument dat zijn deugdelijkheid al bewezen heeft in verschillende gemeenten in Europa en tot de voormelde weldoende resultaten geleid heeft;
- Toetreding van onze gemeente zou toelaten Oudergem in te passen in een Europese gemeenschap van openbare spelers die zich inzetten voor het klimaat, waarbij het zodoende niet alleen haar Europese faam zou versterken, maar zich eveneens kunnen aansluiten bij een uitstekendheidsnet waaruit zij technische kunde en waardevolle contacten zou kunnen putten;
- De Verdragscoördinatoren en het Bureau kunnen aan toetreders strategische, administratieve en financiële bijstand leveren om hun acties te verwezenlijken; Oudergem zou daarvan kunnen genieten;
- Het Verdrag en zijn netwerk van "bevorderende" plaatselijke overheden zetten promotie-instrumenten en platformen voor ervaringsuitwisseling op, waaruit onze overheden inlichtingen over in het buitenland ontwikkelde initiatieven zouden kunnen halen en die onze gemeente ook zou kunnen gebruiken voor de promotie van sommige eigen acties over onze landgrenzen heen.
- Oudergem bevindt zich in gunstigere operationele voorwaarden voor de verwezenlijking van de verbintenissen van het Verdrag, want het heeft in het verleden al een uitstootbalans opgesteld en omdat het geografisch dicht bij de administratieve zetel van het Verdrag gelegen is.

GELAST HET COLLEGE VAN BURGEMEESTER EN SCHEPENEN:

- de mogelijke toetreding van de gemeente Oudergem tot het Europese Verdrag der Burgemeesters te onderzoeken;
 - de verschillende "voorbeelden van referates" te onderzoeken die vermeld staan op de website van het Verdrag en voor de gemeente van belang zijn;

 - het Verdrag op 24 juni 2013 te ondertekenen en dit Verdrag aan de Raad van 27 juni 2013 voor ratificatie voor te stellen.
- De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

#002/25.04.2013/A/0018# **Recette - Ontvangerij**

Question orale déposée par Madame Muriel Koch, conseillère communale (cdH+) à Monsieur Didier Gosuin, Bourgmestre d'Auderghem, en charge des finances.

Monsieur le Bourgmestre,

A l'occasion d'une interpellation que vous adressiez au Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, Charles Picqué, le 18 avril en commission des affaires intérieures du Parlement bruxellois, vous avez indiqué qu'en cas d'application stricte de la norme SEC 95 la commune d'Auderghem était, pour les années 2009, 2010 et 2011, en déficit.

Si je ne souhaite pas revenir sur l'opportunité de l'application des normes SEC 95 aux pouvoirs locaux, je présume qu'à mesure de l'approche de 2015, l'ensemble du Collège se prépare à passer de la nouvelle comptabilité communale à la norme européenne.

Mes questions sont donc les suivantes :

- 1) Quelles sont les mesures prévues par le Collège pour répondre adéquatement à la trajectoire budgétaire ?
- 2) Quels impacts concrets auront-elles sur le plan triennal ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Muriel Koch

Réponse de M. Gosuin, Bourgmestre à la question orale de Mme Koch

La comptabilité SEC 95 est une comptabilité de flux alors que la comptabilité communale a une comptabilité de flux au budget ordinaire mais au budget

extraordinaire, on tient compte des charges et de l'amortissement. La SEC 95 n'offre pas ce distinguo. Elle applique un système de gestion qui ignore la notion d'exercice propre et d'exercice global.

Ainsi, lorsqu'un emprunt sert de source de financement à un investissement, la dépense, en comptabilité communale, s'étale au gré des annuités de remboursement en capital et en charges d'intérêt au budget ordinaire tandis qu'au budget extraordinaire l'investissement est enregistré en dépense et l'emprunt en recettes. La norme SEC 95, elle, impose l'enregistrement comptable de tout investissement dans l'année de sa réalisation sans possibilité d'étalement dans le temps. L'emprunt éventuellement consenti est considéré comme la conséquence d'un déficit et, par la suite, seuls les intérêts des emprunts sont comptabilisés en dépenses

Si j'ai interpellé le Ministre-Président, c'est que la SEC 95 est inapplicable aux communes belges en l'état.

Un exemple.

Dans la SEC 95, si on investit 6 millions en 2014, on doit prendre, dans l'année de la dépense, ces 6 millions en charge. Cela va créer des problèmes d'autant plus importants que le plus grand pouvoir public investisseur est le pouvoir communal.

Par mon interpellation au Parlement régional, j'ai voulu initier ce débat au niveau régional. Un exercice a été fait avec Belfius à Auderghem. Mais si Auderghem est en déficit, que dire des autres communes ?

Il y a des mécanismes possibles. Ils sont mis en œuvre à Auderghem. Notamment, en activant des comptes de provision ou en mettant de l'argent dans des fonds de réserve. Mais, pour constituer de tels stocks suffisants, il va falloir geler des investissements.

Je ne suis pas fataliste et disposé à accepter sans réserve la SEC 95. Il appartient aux politiques de réfléchir à des mécanismes qui mettent les communes à l'abri des effets pervers de la SEC 95. J'avais demandé à la Région, l'état de ses

réflexions. Je demeure sans réponse.

Auderghem n'arrêtera évidemment pas sa politique d'investissement. Il est impératif que l'application de la réglementation SEC 95 doit se faire sur une base pluriannuelle (législature communale) afin de tenir compte du cycle d'investissement des pouvoirs locaux.

J'ai aussi suggéré des outils à la Région comme un acteur financier régional équivalant à la SRIB (une unité institutionnelle publique marchande) axé sur les investissements locaux et qui travaillerait pour financer les communes. C'est une manière de délocaliser la dette hors du périmètre de consolidation.

Une autre politique menée à Auderghem est que nous nettoions les droits constatés. Une grande inquiétude que j'ai est que l'équilibre global des communes est surévalué car nombre de communes conservent comme droits constatés des créances en vérité irrécouvrables.

J'ose imaginer que nos propositions puissent être relayées par les acteurs politiques qui, à la commune sont sans doute dans la minorité mais, au niveau régional, sont dans la majorité.

Mme Koch demande comment, puisqu'on anticipe la SEC 995, les simulations révèlent que nous sommes encore en déficit.

Le Bourgmestre répond que les mécanismes mis en place ne permettent pas, à eux seuls, d'assumer de gros investissements ponctuels comme les investissements dans les écoles réalisés depuis 2009 et bien avant.

Le gros problème de la SEC 95 est qu'elle ne connaît pas les règles propres aux budgets extraordinaires. On ne saura jamais mettre en œuvre, au seul niveau local seulement, des mécanismes qui se substituent totalement aux atouts du budget extraordinaire.

(cdH+) aan de heer Didier Gosuin, Burgemeester van Oudergem, belast met de financiën.

Heer burgemeester,

Naar aanleiding van een interpellatie die u op 18 april ll. in de commissie interne aangelegenheden van het Brussels Parlement richtte tot de Minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Charles Picqué, hebt u aangegeven dat, in geval van strikte toepassing van de norm SEC 95, de gemeente Oudergem voor de jaren 2009, 2010 en 2011 een tekort zou vertonen.

Hoewel ik hier niet terugkom op de wenselijkheid van de toepassing van de normen SEC 95 op de plaatselijke overheden, vermoed ik toch dat, naarmate 2015 nadert, het hele College zich klaarmaakt om van de nieuwe gemeentelijke boekhouding op de Europese norm over te stappen.

Ik heb dus de volgende vragen:

- 1) Welke maatregelen voorziet het College om passend te beantwoorden aan het begrotingstraject?
- 2) Welke concrete weerslag zullen die hebben op het driejarenplan?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Muriel Koch

Antwoord van de heer Gosuin, Burgemeester op de mondelinge vraag van mevrouw Koch

De SEC 95 boekhouding is een boekhouding met geldstromingen terwijl de gemeentelijke boekhouding een boekhouding met geldstroming is in de gewone begroting maar in de buitengewone begroting wordt er echter rekening gehouden met de lasten en de afschrijvingen. De SEC 95 biedt deze nuance niet. Het biedt een beheerssysteem die de notie huidig dienstjaar en algemeen totaal niet erkend.

Derhalve, als er een lening wordt aangegaan die dient voor het financieren van een investering wordt de uitgave, in de gemeentelijke boekhouding, verspreid naargelang het jaar van de terugbetaling van het kapitaal en de interesten en dit op de gewone begroting terwijl de investering op zich als uitgave en de lening als inkomsten op de buitengewone begroting worden geboekt. De norm SEC 95 legt de boekhoudkundige registratie van alle investeringen op in het jaar waarin deze gerealiseerd worden zonder mogelijkheid dit in de tijd te spreiden. De eventuele aangegane lening wordt aanzien als een gevolg van een tekort en, bijgevolg, worden enkel de interesten van de leningen als uitgaven geboekt.

Ik heb de Minister-president hierover geïnterpelleerd en dit omdat de SEC 95 niet toepasbaar is op de Belgische gemeenten.

Een voorbeeld.

Als men 6 miljoen investeert in 2014 moet men, in de SEC 95, dat zelfde jaar de uitgave van 6 miljoen ten laste nemen. Dit gaat problemen veroorzaken en dit temeer omdat het openbaar bestuur dat het meest investeert de gemeenten zijn.

Door mijn interpellatie bij het Gewestelijk Parlement heb ik dit debat willen inleiden op Gewestelijk niveau. Samen met Belfius werd er te Oudergem een oefening gemaakt. Maar als Oudergem een tekort heeft, wat moet er dan over de overige gemeenten gezegd worden?

Er zijn mogelijke mechanismen. Ze werden in Oudergem gebruikt. Onder andere door wachtrekeningen te activeren of door geld in de reservefondsen te storten. Maar om voldoende reserves aan te leggen zullen er investeringen bevroren moeten worden.

Ik ben geen fatalist en ben bereid om zonder vooroordelen de SEC 95 te aanvaarden. Het is dan aan de politiek om na te denken over mechanismen die de gemeenten beschermen tegen de perverse effecten van de SEC 95. Ik heb aan het Gewest gevraagd wat zij hier van denken maar blijf zonder antwoord op mijn vraag.

Oudergem stopt vanzelfsprekend niet met investeren. Het is absoluut noodzakelijk dat de toepassing van het reglement van de SEC 95 op meerjarige basis moet gebeuren (gemeentelijke legislatuur) teneinde rekening te houden met de investeringscyclus van de lokale besturen.

Ik heb tevens een paar hulpmiddelen aan het Gewest voorgesteld, zoals een financieel gewestelijk leidend orgaan gelijkwaardig aan de GIMB (een openbare institutionele handelseenheid) gericht op de lokale investeringen en die zou werken om de gemeenten te financieren. Het is een manier om de schuld uit de

perimeter van de consolidatie te verplaatsen.

Een andere politiek die Oudergem leidt is het opruimen van de vastgestelde rechten. Een grote bezorgdheid dat ik hieromtrent heb is dat de algemene balans van de gemeenten overgewaardeerd wordt omdat een groot aantal gemeenten schuldvorderingen, die in werkelijkheid oninbaar zijn, behouden als vastgesteld recht.

Ik durf mij voor te stellen dat onze voorstellen overgenomen kunnen worden door de politieke figuren die, zonder twijfel, in de gemeente in minderheid zijn maar, op gewestelijke niveau een meerderheid vormen.

Mevrouw Koch vraagt hoe het komt dat, aangezien wij vooruitlopen op de SEC 95, de simulaties aantonen dat wij nog een tekort hebben.

De Burgemeester antwoordt dat de in gebruik genomen mechanismen niet toelaten grote punctuele investeringen, zoals investeringen die sinds 2009, en daarvoor in de scholen gerealiseerd werden, te aanvaarden.

Het grote probleem van de SEC 95 is dat het de kenmerkende regels van de buitengewone begroting niet kent. Men zal, enkel op lokaal niveau, de mechanismen die zich volledig in de plaats stellen van de troeven van de buitengewone begroting nooit kunnen instellen.

#002/25.04.2013/A/0019# **Coordinations Sociales - Sociale Coördinatie**

Question orale déposée par Madame Elise Willame, conseillère communale (Ecolo-Groen) concernant la signature de la charte d'intégration communale de l'intégration de la personne handicapée

Mesdames et messieurs les Echevins,
Monsieur le Bourgmestre,
Monsieur le Président,

Selon la Convention relative aux droits des personnes handicapées qui a été adoptée le 13 décembre 2006 au Siège de l'ONU à New York et a été ouverte à la signature le 30 mars 2007, toutes les personnes doivent bénéficier de tous les droits et libertés fondamentaux.

En ratifiant la Convention en Belgique en juillet 2009, notre pays s'est engagé vis-à-vis des personnes handicapées à garantir leurs droits, à les prendre en compte dans toutes les politiques et programmes ainsi qu'à éliminer toute forme de discrimination à leur égard.

La région bruxelloise a, elle aussi adopté des engagements : l'ordonnance du 4 septembre 2008 vise à promouvoir la diversité et à lutter contre la discrimination dans la fonction publique régionale bruxelloise et à lutter pour l'égalité de traitement en matière d'emploi.

Au niveau local, il nous semble tout à fait primordial de faire participer activement les personnes handicapées au processus de décision communal, car celles-ci sont avant tout des personnes citoyennes, au même titre que les autres. Pour la 3ème édition, l'Association Socialiste de la Personne Handicapée relance la **Charte Communale de l'Intégration de la Personne Handicapée**. Cette charte permet aux communes signataires d'exprimer leurs engagements face aux personnes atteintes d'un handicap selon 15 points forts, servants de fil conducteur afin de donner une impulsion pour la mise en place de programmes et projets qui à terme, serviront de tremplin pour une intégration optimale des personnes handicapées.

Nous demandons donc à la commune :

- Quels sont ses intentions de la commune en terme d'intégration des personnes atteintes d'un handicap ?
- Quelles sont les actions concrètes menées par la communes en terme d'intégration des personnes atteintes d'un handicap ?
- La commune pourrait-elle s'engager à signer cette charte, et donc à en respecter les principes ?
- Si ce n'est pas la cas, quelles en sont les raisons ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Réponse de Monsieur Dirk Hoornaert et de Madame Jeannine Crucifix

Chers collègues,

Je remercie madame Willame pour sa question et ses suggestions.

Différents éléments de la Charte Communale de l'Intégration de la Personne

Handicapée sont repris dans diverses actions du plan de diversité et de la charte diversité annexée, que le conseil communal a adoptés en séance du 25 octobre 2012.

Ce plan de diversité a permis de faire une analyse de l'action communale sur ses points forts et sur ses faiblesses dans diverses politiques et propose ensuite un ensemble de mesures pour les 3 prochaines années.

Concernant l'intégration des personnes handicapées, nous pouvons relever les points suivants :

a) Réaliser l' une égalité des chances et l'intégration des personnes présentant un handicap au sein du personnel communal.

- Volonté d'élargir la définition du handicap au-delà du handicap reconnu et de prendre en compte les situations spécifiques.
- Ré-intégration de personnel, même contractuel, absent de longue durée pour des raisons de santé.
- Collaboration ponctuelle avec des entreprises de travail adapté et élargissement des canaux de recrutement.
- Sonder les personnes en situation de handicap ainsi que leur entourage, ce qui pourrait être une source d'information utile pour faciliter et réussir l'intégration de travailleurs handicapés.
- Formation des membres du personnel le plus souvent en contact avec le public fragilisé. Des formations spécifiques leur seront proposées. Il pourrait s'agir de formation à la communication interculturelle, l'accueil de personnes handicapées ou présentant des maladies spécifiques (Alzheimer),...
- Entre janvier et mai 2005, une étude a été réalisée en collaboration avec l'ASBL « L'Association Nationale pour le logement des personnes Handicapées » sur l'aménagement de nos installations. Cette collaboration avec l'ANLH est toujours en cours et peut donc être réactivée tenant compte des travaux qui ont été réalisés entretemps pour améliorer l'accessibilité à nos infrastructures.

b) Diverses politiques sont menées afin de sensibiliser et agir concrètement pour

les Auderghemois porteurs d'un handicap. Je donne la parole à Jany Crucifix pour vous les transmettre :

- Politique de lutte contre les stationnements sauvages sur les emplacements pour personnes handicapées.
- Poursuite et renforcement de l'application du règlement général de police dans la sanction des incivilités au détriment des personnes handicapées dans leur accessibilité aux emplacements de parking des grands centres commerciaux de la commune.
- Accessibilité des bibliothèques aux personnes du 3^{ème} et 4^{ème} âges, ayant des difficultés à se déplacer
- Partenariat avec les homes et les maisons de retraite
- Sensibilisation et accueil des personnes malentendantes
- Sensibilisation et formation du personnel en contact avec le public aux personnes malentendantes – formation en langue des signes pour le personnel d'accueil.
- L'accompagnement des dossiers individuels des personnes porteurs d'un handicap sont menées régulièrement et adéquatement par le service des coordinations sociales, ce qui permet d'affirmer que l'administration communale intègre cette politique dans son action en faveur des Auderghemois.
- Afin de permettre l'accès à la culture pour tous, une boucle d'induction magnétique a été mise en place dans le centre culturel d'Auderghem dans le but d'améliorer la qualité d'écoute des personnes malentendantes équipées d'appareils auditifs ou ayant un implant cochléaire.
- Un bail emphytéotique de 99 ans a été conclu entre la commune d'Auderghem et l'ASBL « FARRA Bruxelles-Capitale » en 2010 pour la mise à disposition des immeubles 30-32, rue de la Stratégie afin d'y construire un Centre de Jour pour 32 adultes handicapés mentaux sévères et profonds. Le permis de bâtir a été approuvé par l'administration communale en mars 2011 et les travaux de construction vont commencer sous peu.
- Accueil des scouts pluralistes porteurs d'un handicap mental léger de la 203^{ème} unité dans les locaux de la MJA depuis septembre 2012.
- Un partenariat d'échanges de savoirs et de compétences est établi entre l'établissement d'enseignement spécialisé secondaire de la Communauté Française et la résidence pour personnes âgées « Reine Fabiola ».

Par ailleurs, en plus du plan diversité, la commune introduit annuellement des projets pour obtenir des subsides relatifs à la diversité pour des activités ponctuelles. Cette initiative a permis l'année passée de lancer l'activité « Lecture pour tous » le samedi 17 novembre 2012, qui consistait à favoriser l'accès à la lecture pour les personnes isolées et malvoyantes par le biais de la lecture à voix haute et la promotion de la collection d'ouvrages en grands caractères et de livres audio.

Tenant compte de tous ces points, il est manifeste qu'une charte communale de l'Intégration de la Personne Handicapée ferait double emploi avec le Plan Diversité et la Charte de la diversité en vigueur depuis octobre 2012.

Nous avons une bonne expérience et un bon outil de travail qui nous obligent de poursuivre ce travail d'intégration.

Mondelinge vraag gesteld door mevrouw Elise Willame, gemeenteraadslid (Ecolo-Groen) betreffende de ondertekening van het handvest gemeentelijke integratie voor de integratie van gehandicapten

Dames en heren schepenen,
Heer burgemeester,
Heer voorzitter,

Volgens het Verdrag betreffende de rechten van gehandicapten, goedgekeurd op 16 december 2006 op de zetel van de VN te New York en ter ondertekening opengesteld op 30 maart 2007, moet iedereen genieten van de grondrechten en -vrijheden.

Door het Verdrag in juli 2009 in België te bekrachtigen, heeft ons land zich ten aanzien van de gehandicapten ertoe verbonden hun rechten te waarborgen, ermee rekening te houden in alle beleidshandelingen en programma's en eender welke vorm van discriminatie tegenover hen weg te werken.

Het Brusselse gewest heeft zelf ook verbintenissen aangegaan: de ordonnantie van 4 september 2008 beoogt de bevordering van de verscheidenheid en de strijd tegen discriminatie in de Brusselse gewestelijke openbare functie en de strijd voor gelijke behandeling in de tewerkstelling.

Op plaatselijk vlak lijkt het ons helemaal primordiaal gehandicapten actief te laten deelnemen aan het gemeentelijke beslissingsproces, want zij zijn in de allereerste plaats burgers, net als de anderen.

Voor de 3^{de} keer lanceert de Socialistische Gehandicaptenvereniging het Gemeentelijke Handvest voor de integratie van gehandicapten.

Dit handvest laat de ondertekenende gemeenten toe hun verbintenissen ten aanzien van door een handicap getroffen personen uit te drukken volgens 15 sterke punten, die als leidraad dienen om een impuls te geven aan het opzetten van programma's en projecten die op termijn zullen dienen als springplank voor een optimale integratie van de gehandicapten

Wij vragen dus aan de gemeente:

- Welke doelstellingen de gemeente heeft betreffende de integratie personen die getroffen zijn door een.
- welke concrete acties door de gemeente met betrekking tot door een handicap getroffen personen gevoerd worden
- Zou de gemeente zich kunnen verbinden om dit handvest te ondertekenen en zodoende de beginselen ervan na te leven?
- Indien niet, om welke redenen?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Antwoorden door de Heer Hoornaert en Mevrouw Crucifix

Beste collega's

Ik bedank Mevrouw Willame voor haar vraag en haar voorstellen.

Verschillende elementen van het Gemeentelijk handvest van de integratie van de personen met een Handicap worden hernomen in de verschillende acties van het diversiteitsplan en het diversiteitshandvest dat door de Gemeenteraad aangenomen werd in zitting van 25 oktober 2012.

Door middel van dit diversiteitsplan werd er een analyse opgesteld van de sterke en zwakke punten van het gemeentelijk beleid en werden er vervolgens een aantal maatregelen voorgesteld voor de komende 3 jaar.

Wat de integratie van de personen met een handicap betreft, kunnen wij volgende punten aanhalen :

- a) Gelijke kansen en integratie realiseren voor gehandicapte gemeentepersoneelsleden.

- Een wil om het begrip “handicap” uit te breiden bovenop “erkende handicap” en rekening te houden met de specifieke situaties.
- Re-integratie van het personeel, zelfs de contractuelen, die wegens gezondheidsredenen lange tijd afwezig waren.
- Gerichtte samenwerking met aangepaste werkplaatsen en uitbreiding van de wervingskanalen.
- De personen met een handicap en hun omgeving informatie vragen wat kan bijdragen tot het vergemakkelijken en het slagen van de integratie van de gehandicapte werknemers.
- Vorming van de personeelsleden die veel in contact komen met een meer kwetsbaar publiek. Er zullen hun specifieke vormingen aangeboden worden. Het zou kunnen gaan over een vorming van interculturele communicatie, het onthaal van personen met een handicap of personen die een specifieke ziekte hebben (bv Alzheimer),...
- Tussen januari en mei 2005, werd er een studie uitgevoerd in samenwerking met de vzw “Nationale Vereniging voor de huisvesting van personen met een handicap” over de aanpassing van onze installaties. Deze samenwerking loopt nog steeds en kan weer aangewakkerd worden rekening houdend met de aanpassingswerken die reeds uitgevoerd werden om de toegankelijkheid aan onze infrastructuur te verbeteren.

b) Jany Crucifix neemt het woord om U het beleid uit te leggen dat gevoerd wordt om daadwerkelijk iets te realiseren voor de Oudergemenaren met een handicap

- - een strijd tegen het wild parkeren op de parkeerplaatsen voorbehouden voor de personen met een handicap
- Voortzetting en het verstrengen van de toepassing van het algemeen politiereglement in de beboeting van de personen die de parkeerplaatsen voorbehouden voor de personen met een handicap innemen op de parking van de supermarkten die gelegen zijn op het grondgebied van de gemeente.
- Toegankelijkheid van de bibliotheken voor de personen van de 3^{de} en 4^{de} leeftijd met mobiliteitsproblemen
- Partnerschap met de rusthuizen
- Onthaal van de slechthorenden
- Bewustmaking en vorming van het personeel dat in contact komt met slechthorenden – vorming in gebarentaal van het onthaalpersoneel

- Begeleiding van de individuele dossiers van de personen met een handicap gebeuren regelmatig en treffend door de dienst Sociale Coördinatie, hetgeen bevestigt dat de gemeenteadministratie deze politiek integreert in zijn beleid ten voordele van de Oudergemenaars.

Teneinde cultuur voor iedereen toegankelijk te maken, werd er in het Cultureel Centrum van Oudergem een circuit van magnetische inductie geplaatst teneinde de luisterkwaliteit van de slechthorenden met een hoor- apparaat of – implantaat te verbeteren.

De gemeente Oudergem heeft, in 2010, met de VZW “FARRA Brussel-Hoofdstad” een erfpacht van 99 jaar afgesloten voor het ter beschikking stellen van een gebouw gelegen in de Krijgskundestraat 30-32 teneinde er een dagcentrum in te richten voor 32 volwassen personen met een lichte of zware mentale handicap. De bouwvergunning werd in maart 2011 door het gemeentebestuur goedgekeurd en er zal weldra met de bouwwerken gestart worden.

Sinds september 2012, onthaal van de pluralistische scouts met een licht mentale handicap van de 203ste eenheid in de lokalen van de “Maison des Jeunes d’Auderghem”

Er werd een partnerschap afgesloten met het bijzonder secundair onderwijs van de Franstalige Gemeenschap en het rusthuis “Reine Fabiola” teneinde de kennis en de deskundigheid onderling te delen.

Bovendien, bovenop het diversiteitsplan, dient de gemeente elk jaar projecten in teneinde toelagen te bekomen om bepaalde activiteiten die betrekking hebben op de diversiteit te organiseren. Dit initiatief heeft verleden jaar, op zaterdag 17 november 2012, geleid tot de activiteit “Lezen voor iedereen” Deze activiteit had tot doel de toegankelijkheid tot het lezen voor de eenzame en slechtziende personen te bevorderen door middel van het luisteren voorlezen en de promotie van de collectie boeken van het grote lettertype en de audioboeken.

Rekening houdend met al deze punten, is het overduidelijk dat een gemeentelijk handvest van de Integratie van de Personen met een Handicap dubbel gebruik zou maken met het Diversiteitsplan en het Diversiteitshandvest, dat sinds oktober

2012 in voege is.

We beschikken over een goede ervaring en een goed werkinstrument dat ons verplicht om dit integratiewerk verder te zetten.

#002/25.04.2013/A/0020# **Petite Enfance - Peuterzorg**

Question orale déposée par Madame Elise Willame, conseillère communale (Ecolo-Groen) concernant la gestion et le traitement des demandes d'inscription au sein des structures communales d'accueil de la petite enfance.

Mesdames et messieurs les Echevins,

Monsieur le Bourgmestre,

Monsieur le Président,

En Fédération Wallonie-Bruxelles, il existe un large consensus pour considérer que l'accueil ne doit pas être réservé aux seuls enfants dont les parents travaillent et pour estimer que son accessibilité (sociale, économique, culturelle et géographique) à toutes les familles constitue un des critères d'appréciation de la qualité du secteur.

Cette revendication d'accueil universel a aussi été affirmée dans le cadre de la Charte Petite Enfance (1991) et dans le Plan pour une politique coordonnée de l'Enfance (1994). Elle est reprise dans le préambule de la réglementation des milieux d'accueil subventionnés depuis 1994.

Mais il ne s'agit que d'une intention car le droit à l'accueil ne figure pas dans notre législation et le contexte est marqué par la pénurie de places.

L'article 48 de l'arrêté du 27 février 2003 fixe les modalités d'inscription des enfants. Celles-ci sont retranscrites dans le règlement d'ordre intérieur des crèches communales agréées par l'ONE qui stipule que :

« A partir du 3ème mois de grossesse révolu, les parents sollicitent l'inscription de leur enfant en précisant le temps de l'accueil et la date probable de cet accueil. Chaque demande d'inscription est transcrite immédiatement dans un registre des inscriptions dans l'ordre chronologique de son introduction. ».

Aujourd'hui, à Auderghem, un parent qui souhaite inscrire son enfant dans une crèche communale doit s'adresser séparément à chacune des structures à partir du 3e mois de grossesse. Le milieu d'accueil enregistre alors son inscription sur la liste d'attente et délivre au parent une attestation.

Les parents qui souhaitent avoir des informations à propos de leur place sur cette liste d'attente doivent à nouveau prendre contact avec chaque milieu d'accueil communal, et n'obtiennent parfois qu'une réponse assez évasive.

Dans un souci de **transparence des inscriptions** en crèches communale, nous souhaitons interroger les Collèges sur les points suivants :

- Des mesures sont-elles prévues afin d'améliorer la situation actuelle ?
- Le cas échéant, quels moyens la commune s'engage-t-elle à mettre en œuvre afin de favoriser l'information aux futurs parents en ce qui concerne les modalités d'inscription et d'attribution des places au sein des structures communales d'accueil de la petite enfance ?
- Ne serait-il pas opportun d'instaurer un système d'inscription unique au sein de la commune ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Question orale du groupe Ecolo-Groen concernant la gestion et le traitement des demandes d'inscription au sein des structures communales d'accueil de la petite enfance.

-

Pour la lisibilité des réponses, l'ordre des questions est respecté.

- 1) L'accueil des enfants dans nos crèches communales est accessible à tous, parents travaillant ou non, sans discrimination.
- 2) Les parents candidats s'inscrivent en priorité dans la crèche communale dont le projet d'accueil correspond le mieux à leurs aspirations ou selon la proximité du milieu d'accueil par rapport au domicile, puis, éventuellement, comme cela leur est systématiquement recommandé, dans les trois autres crèches communales. Nous constatons que les recommandations d'inscriptions simultanées ne sont pas suivies par tous les parents.

- 3) Chaque crèche communale gère au mieux ses inscriptions et il n'est pas anormal que les parents candidats s'informent de temps à autre auprès des milieux d'accueil dans les quels ils sont inscrits. La réponse donnée n'est pas évasive mais elle est conditionnée par l'évolution constante de la situation des inscriptions, ce qui fait que cette réponse n'est jamais certaine tant que l'inscription avec une date précise d'entrée en crèche n'est pas confirmée.
- 4) La situation actuelle donne satisfaction et n'est pas différente de ce qui s'effectue dans d'autres communes. Une centralisation des inscriptions et des informations reviendrait à confier la gestion des plannings à un agent décentralisé, ce qui entraînerait une dépense annuelle d'environ 40.000 euros, ce qui n'est pas envisagé.
- 5) Les modalités d'inscription dans nos crèches sont contenues dans le Règlement d'Ordre Intérieur (ROI) et sont abondamment expliquées par les Assistantes sociales attachées à chaque crèche communale.
- 6) Un système d'inscription unique n'est pas à l'ordre du jour pour les raisons expliquées supra 4). Par ailleurs, le personnel de Direction des crèches communales se réunit une fois par mois pour faire le point au sujet des inscriptions. Dans l'hypothèse où des parents auraient inscrit leur enfant dans plusieurs crèches, les Directions examinent les différentes possibilités pour satisfaire les demandes des parents. Ainsi, il arrive qu'une confirmation d'inscription puisse survenir plus rapidement que prévu, dans un autre milieu d'accueil.

Pour votre parfaite information, je vous informe que dans le passé existait un système unique d'inscription durant quelques années mais il ne fonctionnait pas bien car certains parents n'étaient pas satisfaits de la proposition de crèche, due parfois à la distance à parcourir voire au projet pédagogique de celle-ci. Nous avons donc opté pour le système actuel. Je vous informe aussi que ici, à Auderghem, nous avons le meilleur taux de couverture de toute la Région bruxelloise. Enfin, je conclurai en portant à votre connaissance que nous sommes toujours dans l'attente du Plan Cigogne III pour les quinze places supplémentaires ouvertes à notre crèche « Les Mômes » depuis le 1^{er} octobre 2012.

Mondelinge vraag gesteld door mevrouw Elise Willame, gemeenteraadslid (Ecolo-Groen) betreffende het beheer en de behandeling van aanvragen tot inschrijving in de gemeentelijke onthaalstructuren voor peuters.

Dames en heren schepenen,
Heer burgemeester
Heer voorzitter,

In de Federatie Wallonië-Brussel, heerst er ruime eensgezindheid om te vinden dat het onthaal niet alleen mag voorbehouden worden aan kinderen wier ouders werken en om te oordelen dat de (sociale, economische, culturele en geografische) toegankelijkheid ervan voor alle gezinnen één van de criteria voor de kwaliteit van de sector vormt.

Deze eis van algemeen onthaal werd ook bevestigd in het kader van het Handvest van de peuters (1991) en in het Plan voor gecoördineerd peuterbeleid (1994). Hij is ook sinds 1994 in het voorwoord tot de reglementering van de gesubsidieerde onthaalmiddelen opgenomen.

Het gaat hier echter slechts om een voornemen, want in onze wetgeving komt er geen recht op onthaal voor, terwijl de context gekenmerkt wordt door een tekort aan plaatsen.

Artikel 48 van het besluit van 27 februari 2003 bepaalt de inschrijvingvoorwaarden van de kinderen. Die werden overgenomen in het huishoudelijk reglement van de door het ONE erkende gemeentelijke kinderdagverblijven dat bepaalt:

«Vanaf het einde van de 3^{de} maand zwangerschap vragen de ouders om inschrijving van hun kind met aanduiding van de onthaaltijd en de vermoedelijke datum van dat onthaal. Elke inschrijvingsaanvraag wordt onmiddellijk overgeschreven in een inschrijvingsregister in de chronologische volgorde van de indiening.»

In Oudergem moet een ouder die vandaag zijn kind in een gemeentelijk kinderdagverblijf wil inschrijven, zich vanaf de 3^{de} maand van het zwangerschap afzonderlijk tot elk van die structuren richten. Het onthaalmidden registreert dan zijn inschrijving op de wachtlijst en levert aan de ouder een attest af.

Ouders die inlichtingen wensen over hun plaats op die wachtlijst moeten dan weer elk gemeentelijk onthaalmidden aanspreken en krijgen soms slechts een vrij ontwikkend antwoord.

Bekommerd om duidelijkheid over de inschrijvingen in de gemeentelijke kinderdagverblijven, wensen wij het College te bevragen over de volgende punten te ondervragen:

- Worden er maatregelen voorzien om de huidige toestand te verbeteren?
- Welke middelen wil de gemeente desgevallend toepassen om de inlichtingen aan de toekomstige ouders over de inschrijvingsvoorwaarden en de toekenning van de plaatsen binnen de gemeentelijke onthaalstructuren voor peuters te bevorderen?
- Zou het niet gepast zijn een eenmalig inschrijvingsstelsel in de gemeente in te voeren?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Antwoord op de mondelinge vraag van de groep Ecolo-Groen betreffende het beheer en de afhandeling van de aanvragen tot inschrijving in de gemeentelijke infrastructuren voor peuteropvang.

-

Voor betere leesbaarheid van de antwoorden wordt de volgorde van de vragen in acht genomen.

- 1) De kinderopvang in onze gemeentelijke kinderdagverblijven staat open voor iedereen, ongeacht of de ouders al dan niet werk hebben, en dit zonder onderscheid.
- 2) Kandidaat-ouders schrijven zich prioritair in in het gemeentelijke kinderdagverblijf wiens opvangproject het best beantwoordt aan hun verlangens dan wel naargelang van de nabijheid van het opvangmidden tot de woonplaats, en dan eventueel, wat hun systematisch aangeraden wordt, in de drie overige gemeentelijke kinderdagverblijven. Wij stellen vast dat niet alle ouders de aanbeveling om tegelijk overal in te schrijven volgen.
- 3) Ieder gemeentelijk kinderdagverblijf beheert zijn inschrijvingen zo goed mogelijk en het is niet abnormaal dat kandidaat-ouders zich van tijd tot tijd inlichten bij de opvangmiddens waarbij zij zich ingeschreven hebben. Het antwoord dat gegeven wordt is niet ontwijkend, maar wordt bepaald door de voortdurende evolutie van de toestand van de inschrijvingen, zodat dit antwoord niet zeker is zolang de inschrijving niet met een precieze datum van toegang tot het kinderdagverblijf bevestigd is.
- 4) De huidige toestand geeft voldoening en is niet verschillend van wat er in andere gemeenten gebeurt. De inschrijvingen en de inlichtingen centraliseren zou erop neerkomen het beheer van de planning toe te vertrouwen aan een decentrale ambtenaar, wat een jaarlijkse uitgave van ongeveer 40.000 euro zou betekenen, en niet voorzien is.
- 5) De manier van inschrijven in onze kinderdagverblijven vindt u in het Huishoudelijk Reglement (RIO) en wordt uitvoerig uitgelegd door de bij ieder gemeentelijk kinderdagverblijf aangestelde sociale assistenten.
- 6) Een eenmalig inschrijvingsysteem is niet aan de orde, omwille van de hierboven (4) aangegeven redenen. Bovendien komt het leidende personeel van de gemeentelijke kinderdagverblijven om de maand samen om de toestand betreffende de inschrijvingen te bespreken. Wanneer ouders hun kind in verschillende kinderdagverblijven zouden ingeschreven hebben onderzoeken de Directies de verscheidene mogelijkheden om de aanvraag van de ouders in te willigen. Zo kan de bevestiging van een inschrijving soms sneller komen dan voorzien, maar dan in een ander opvangmidden.

Om deze inlichtingen af te ronden kan ik u zeggen dat er in het verleden tijdens enkele jaren een eenmalig inschrijvingsysteem bestaan heeft, maar dat het niet goed werkte, want sommige ouders waren ontevreden met het voorgestelde kinderdagverblijf, soms omwille van de af te leggen afstand of soms zelfs van het opvoedkundige project ervan. Wij hebben dus voor het huidige systeem gekozen. Ik kan u ook medelen dat wij hier in Oudergem de beste dekkingsgraad van het hele Brusselse Gewest hebben. En ten slotte wil ik u afsluitend ter kennis brengen dat wij nog altijd wachten op het Ooievaarplan III voor de vijftien extra plaatsen die sinds 1 oktober 2012 in ons kinderdagverblijf « Les Mômes » beschikbaar gesteld werden.

La séance est levée à 21h20.
De zitting wordt gesloten om 21h20.

Le Secrétaire communal,
De Gemeentesecretaris,

Le Président,
De Voorzitter,

Etienne Schoonbroodt

Jean-Claude Vitoux